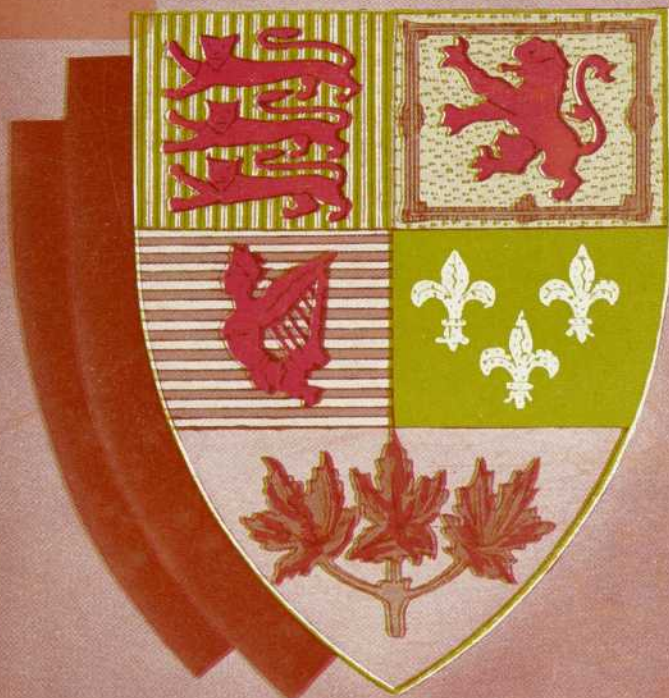


ÉDOUARD MONTPETIT

D'AZUR  
À TROIS  
LYS D'OR



ÉDITIONS A.C.F. MONTRÉAL

4114

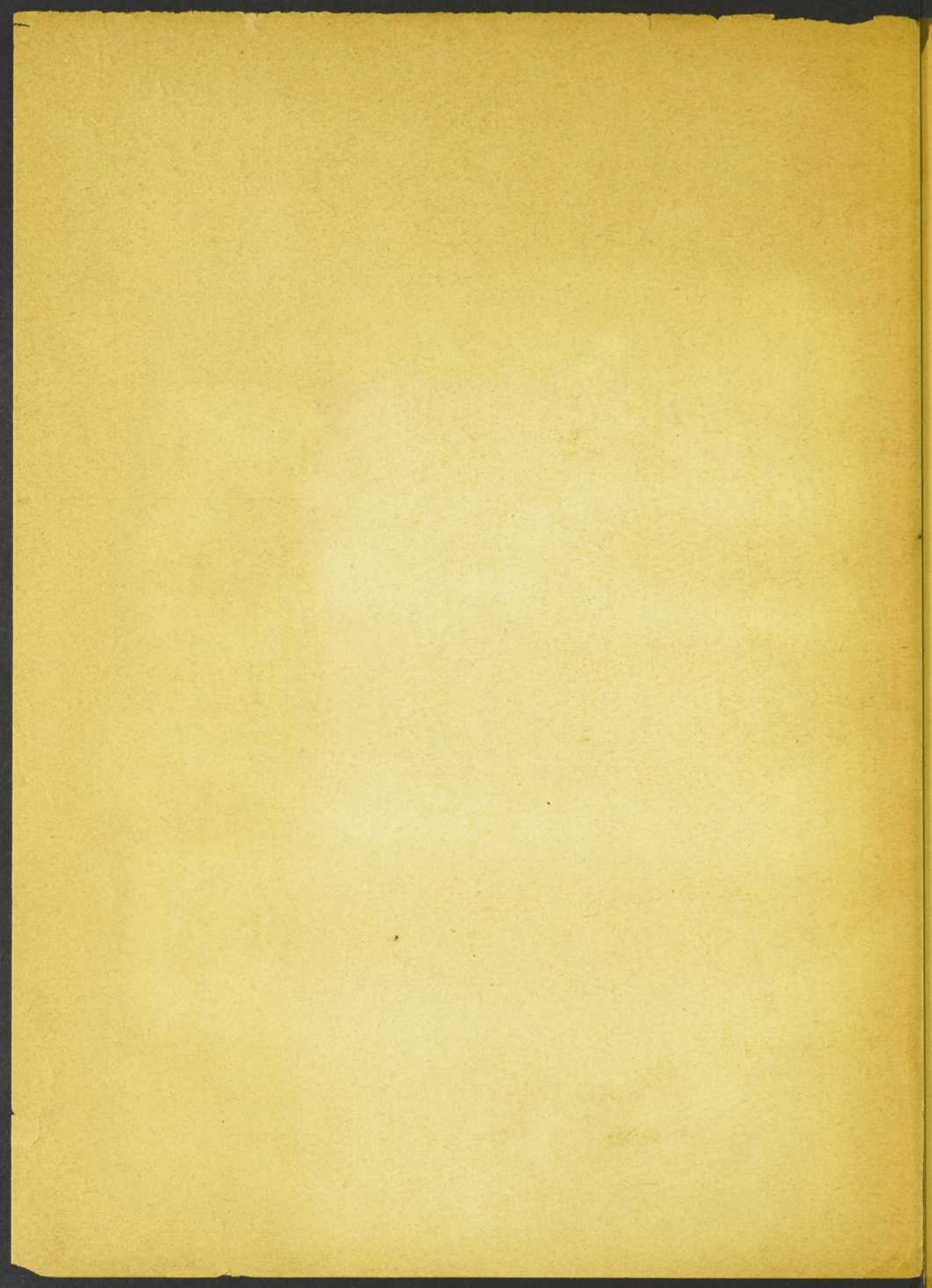


Bibliothèque Nationale du Québec

classi

20

rare



D'AZUR À TROIS LYS D'OR

## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

---

LES SURVIVANCES FRANÇAISES AU CANADA,  
Paris, Plon-Nourrit, 1913 (épuisé).

AU SERVICE DE LA TRADITION FRANÇAISE,  
Montréal, Librairie d'Action canadienne-française, 1919,  
(épuisé).

POUR UNE DOCTRINE,  
Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1931, (épuisé).

SOUS LE SIGNE DE L'OR,  
Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1932, (épuisé).

LES CORDONS DE LA BOURSE,  
Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1935.

LE FRONT CONTRE LA VITRE,  
Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1936.

ÉDOUARD MONTPETIT

# D'AZUR À TROIS LYS D'OR



ALBUMS

CANADIENS

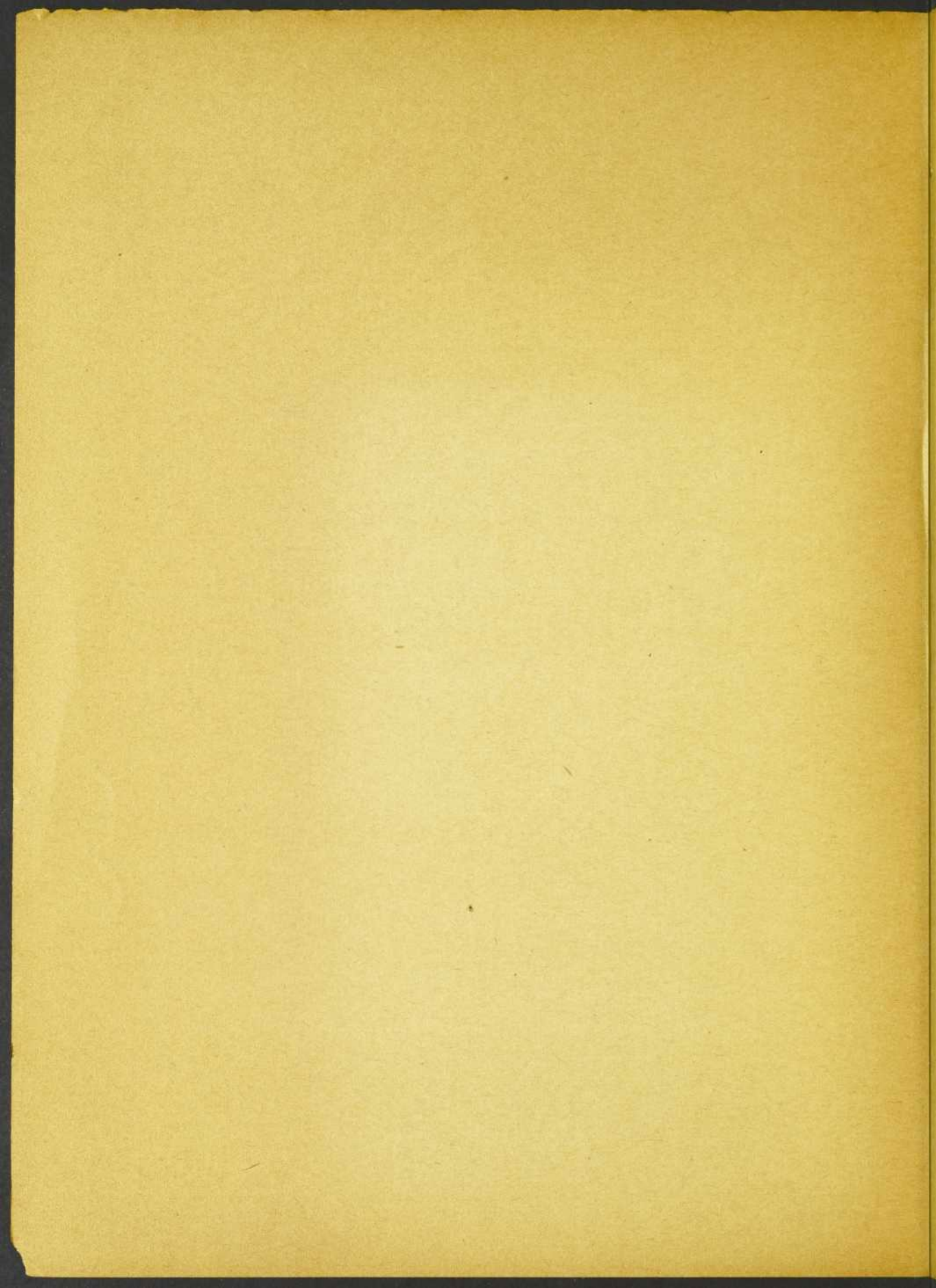
---

ÉDITIONS DE L'A. C.-F.—MONTRÉAL

FC  
134  
M65  
1937a

“Québec regarde du haut de sa colline passer les hordes barbares sans l'ombre d'envie et sans l'ombre de crainte. Québec reçoit les messages royaux avec une tolérance courtoise. Québec sait que rien au monde ne pourra bouleverser le jardin à la française qu'elle a créé pieusement sur le sol fruste de l'Amérique et que toutes les convulsions du continent nouveau ne sauraient troubler la paix profonde et douce que les Français d'autrefois, ses fondateurs, ont dû emporter du pays de France comme un secret dérobé...”

Louis Hémon. — (Journal).

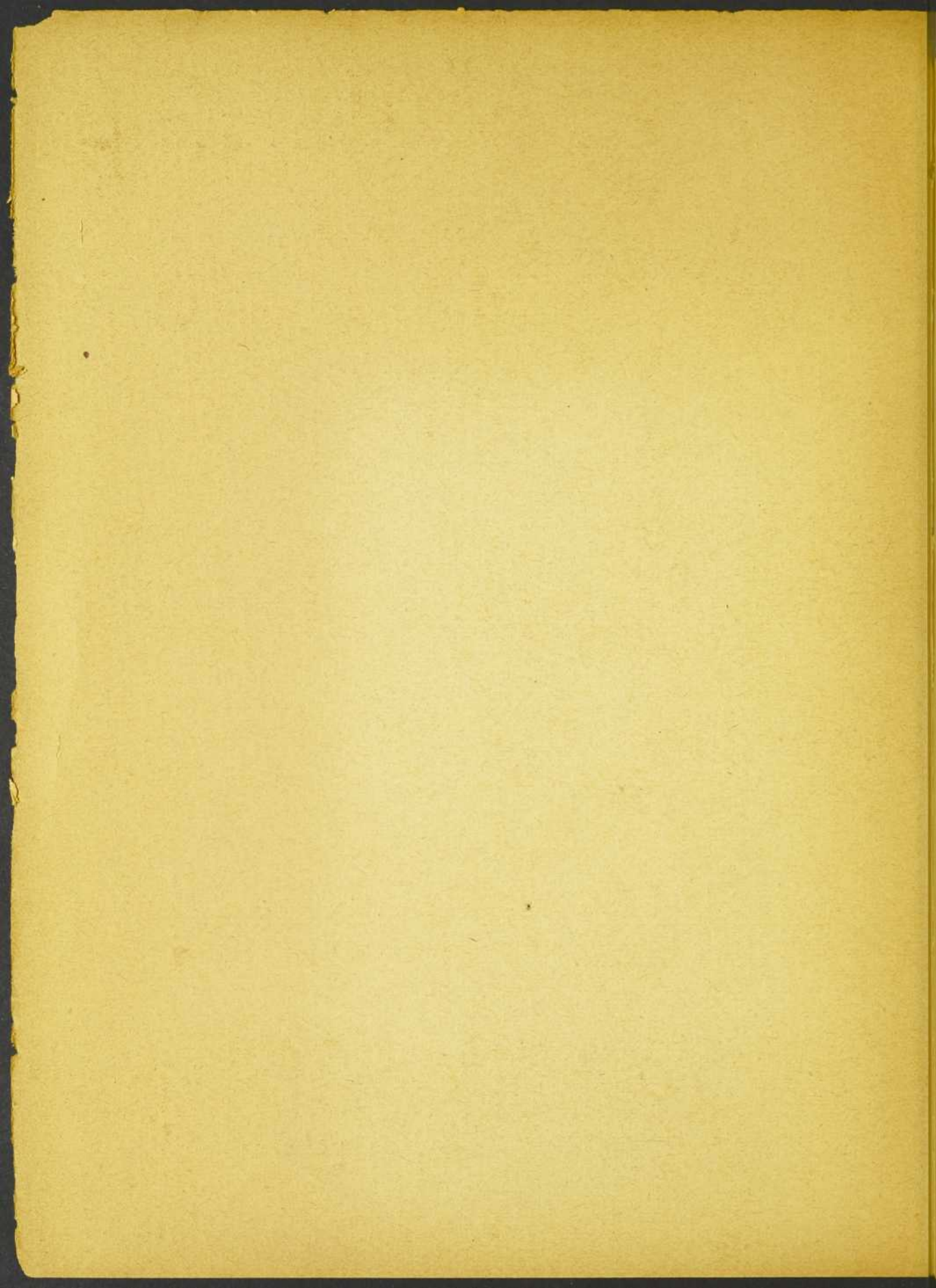


Sous ce titre, détaché du blason canadien, je réunis cinq conférences prononcées devant des auditoires de langue anglaise : la première (After all this is a British Country), au Canadian Club d'Ottawa; la deuxième (Canadian Citizenship), devant les Kiwaniens de Montréal; les trois dernières (French-Canadian Co-operation), à l'Université de Mount Allison, sous les auspices de la Clarence Webster Foundation.

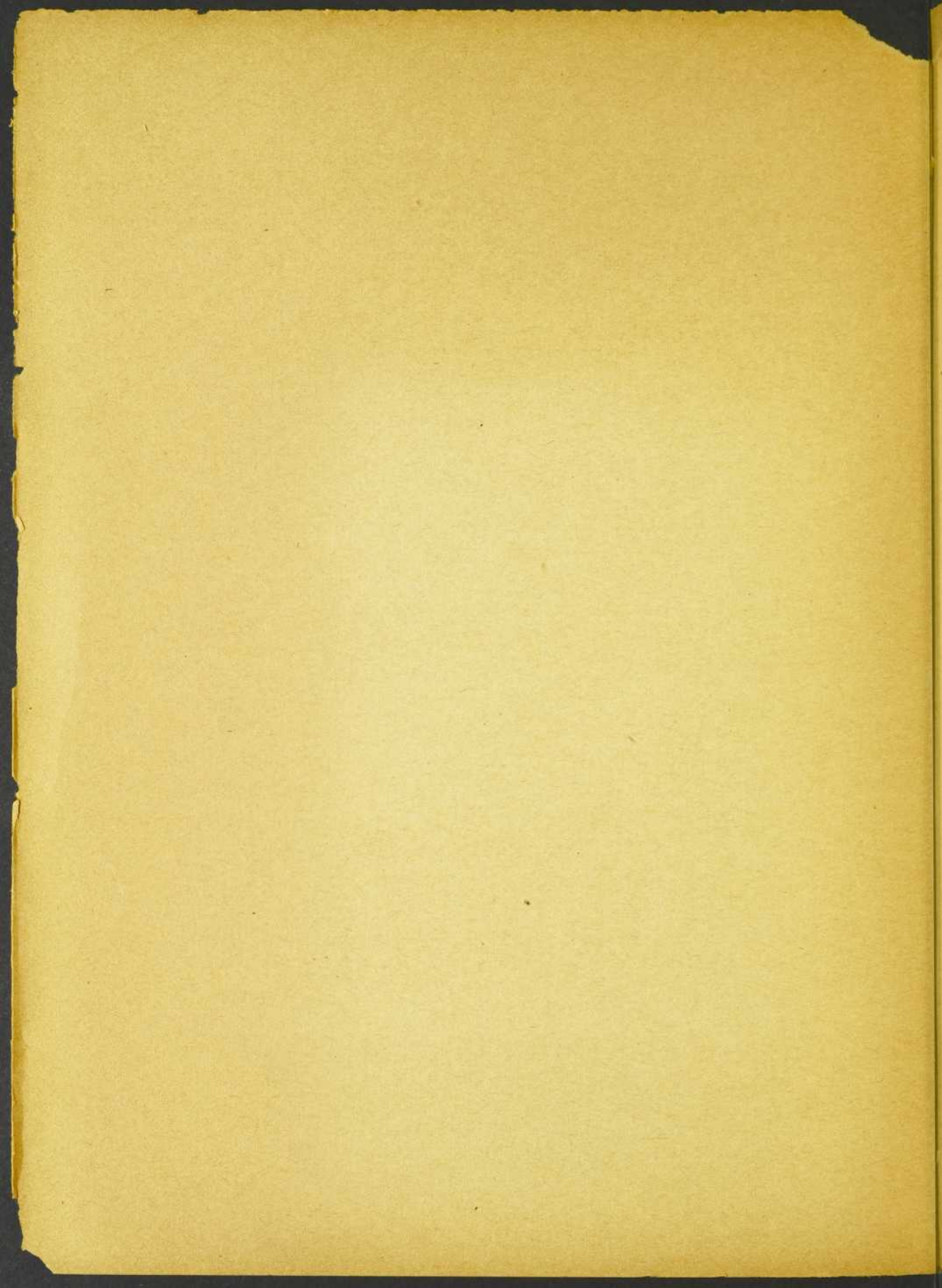
Je ne me dissimule pas ce qu'elles ont d'incomplet. Elles répondent toutefois à ces deux idées : notre apport dans l'œuvre de la Confédération justifie à notre endroit un jugement plus sérieux; et notre fidélité française protège ce pays des atteintes de l'impérialisme américain.

J'ai repris un chapitre du Front contre la Vitre qui complète la série en suggérant une attitude positive à l'égard de notre compatriote anglo-saxon.

E. M.



SOMMES-NOUS EN PAYS  
BRITANNIQUE ?



SOMMES-NOUS EN PAYS BRITANNIQUE ?

---

**J**E crois que mon titre vaut d'être médité. Il ne vient pas, il est vrai, d'une source très élevée: ces mots furent prononcés place Viger, dans un quartier bien français de Montréal, par un touriste qui avait bu et s'était égaré. Les personnes en état d'ébriété laissent parfois échapper des perles de sagesse.

Ce voyageur était mécontent. Il ne se rappelait plus le chemin de l'hôtel, et tous ceux qu'il questionnait en anglais lui répondaient en écarquillant les yeux: "*Pardon m'sieu*" ? Et plus il errait vers l'est, plus l'atmosphère se faisait française. Qu'était donc cette ville étrange dont le peuple ne parlait pas la langue des dieux?

Enfin, dans un dernier effort, il retint un passant par sa boutonnière et s'exclama: "Dis-donc, frère,

parles-tu anglais"? Ce passant était un de mes collègues qui se rendait à l'Université pour y donner son cours. Écossais, pourvu du sens de l'humour, du moins en ce qui concerne les autres, il répondit: "Oui, c'est ma langue". Notre ami expliqua sa situation et obtint les renseignements indispensables pour rentrer au port. Tout en remerciant avec volubilité, il soulagea sa rancune: "Dis-donc, frère, pourquoi ne faites-vous pas un *putsch* pour jeter tous ces Français à la mer? Nous viendrions vous prêter main-forte". Gravement mon collègue acquiesça: "Quant à moi, j'en suis; bien qu'ils soient ici depuis longtemps". Puis, avec une lueur dans les yeux, et désignant un membre corpulent de la police, de service au coin de la rue: "Si vous commencez par celui-là?" Avec docilité, le touriste se dirigea vers le représentant de la loi et de l'ordre, mais soudain quelque chose l'arrêta. Se retournant, il haussa les épaules et, sans peser la portée de ses paroles: "*After all, this is a British country*" —après tout, nous sommes en pays britannique.

Si je fais cette affirmation devant des Canadiens anglais, j'ai l'impression gênante qu'ils n'entendent pas la même chose. Ou bien, quand les paroles s'accordent, elles passent par-dessus un mur. N'est-ce pas pitoyable? Comment collaborer à la tâche commune quand nous y sommes si mal conviés?

---

SOMMES-NOUS EN PAYS BRITANNIQUE?

---

La raison de l'ostracisme injustifié et même dangereux où l'on nous tient, c'est qu'on ne nous connaît pas ou, ce qui est plus grave, qu'on ne désire pas nous connaître; qu'on nous traite en quantité négligeable, sans nous associer à l'œuvre nationale que nous fortifierions contre les influences du dehors.

Je voudrais montrer que cette attitude est contraire au principe du Commonwealth; et expliquer ce que signifie *faire partie d'une nation britannique* pour notre population, restée française par tant d'aspects.

Alfred Zimmern affirme que le second empire britannique, s'il a été heureux à certains égards, a manqué d'une philosophie qui l'eût sorti du domaine pratique; mais que, depuis 1914, cette philosophie s'élabore pour le bien du Commonwealth. Si Zimmern a raison — et je le crois — les Canadiens ont-ils modifié leurs idées pour s'adapter à la phase nouvelle de leur destinée? Ne sont-ils pas restés ce qu'ils étaient, tandis que l'Empire évoluait autour d'eux, non vers la désagrégation qui entraîna la Grèce et Rome, mais dans la voie du progrès? Ont-ils compris la leçon de cet Empire auquel ils attachent tant de prix? Et si cette leçon est une leçon de liberté et de justice, et non pas seulement de

puissance et d'extension, que ne la font-ils passer dans leurs actes?

Quel est donc le secret de l'Empire, la force qui entretient une cohésion à ce point extraordinaire que le monde s'étonne de sa résistance et prêle l'oreille à un craquement sans cesse attendu et qui ne se produit point? Est-ce même la force qu'il faut dire ou l'audace, l'amour ou l'exaltation, l'orgueil ou le fanatisme? Il y a de tout cela, sans doute; mais ce qui lie et retient vraiment l'Empire, c'est le respect de la diversité. Si demain on la réduisait, l'Empire croulerait. Tous l'admettent. Mais on ne s'y arrête pas avec attention; ou si quelques-uns y consentent, combien parmi les maîtres — car il y a des maîtres — se résignent à appliquer une doctrine dont ils exploitent pourtant le profit ?

En mai 1929, M. Jacques Bardoux, membre de l'Institut, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Angleterre, parlant à l'École de Saint-Cyr devant de futurs officiers, définissait l'empire britannique en ces termes: "Il est immense, extra-européen, et profondément varié. Aucune homogénéité: il réunit toutes les races, toutes les religions, toutes les langues, tous les tempéraments".

Ces races, ou ces grappes d'humanité, Zimmern les évoque: une géographie de facies et de couleurs anime l'impérial cinéma.

Nous arrêtons-nous à l'Angleterre, clef de l'Empire? Voici un paysan gallois, un montagnard écossais, un *cockney* de Londres et un *lad* du Lancashire: intraduisibles physionomies. Quatre hommes, différents d'origine, de physique et d'humeur. Ils parlent anglais, mais il leur faudrait presque un interprète pour se comprendre; ils appartiennent néanmoins au Commonwealth et s'entendent.

Passons-nous aux Indes, troubler les castes? Les êtres les plus divers peuplent cet empire dans l'Empire; et la rupture du lien subtil que l'Angleterre a noué autour d'eux les plongerait dans l'anarchie.

Unissons deux pôles de la fidélité: Jan-Christian Smut, de l'Afrique du sud, et le plus modeste habitant de la province de Québec. Si vous demandez à ce dernier ce qu'il est, il vous répondra, dans une langue qui n'est pas la vôtre, ces mots qui commandent votre respect: "Je suis Canadien".

L'Empire étend sa domination sur le monde; le Canada, comme les États-Unis, a convié le monde sur son territoire. La statistique exprime une sorte de lassitude officielle à dénombrer les origines de la

population: toutes les races, toutes les civilisations; tant de corps, d'esprits, de voix ! Dans l'Empire, le statisticien exerce sa patience sur l'univers. Il faudrait compter, aussi les langues, les religions, les préjugés, les gouvernements; évoquer les parlements, les églises, les écoles, la rue. L'Empire, ce n'est même plus la variété, mais l'infini de la variété que renouvellent les migrations, les flots d'humanité attirés vers les postes communicants. Il bouge comme une masse entraîne des myriades de molécules. L'événement ébranle tout son être: joie, deuil, crainte ou prudence. Une âme se dissout dans sa chair disparate, pour en assouplir l'unité.

Combien de temps durera le prodige ? Il suffit qu'il existe, et soit une leçon.

L'unité ne s'est pas faite toute seule, si elle résulte d'une évolution séculaire dans le sens de la liberté. Je le répète, une âme se précise et finit par s'exprimer. Qu'on ne la prise pas, qu'on la redoute même, il n'importe: elle s'adapte au corps et le façonne; car c'est du corps, informe au début, ramassé par pièces sous de lourds bandages, qu'elle se dégage à mesure que sa raison s'harmonise.

L'unité, second caractère de l'Empire, jaillit de l'autonomie des dominions qui ont acquis, par de longues luttes, l'égalité; quand les petites colonies obtenaient les libertés essentielles. L'unité est donc

un phénomène d'émancipation. J'insiste sur ce point. La Couronne encercle ce principe du nouveau Commonwealth : elle relie chaque partie à son emblème. Il s'ensuit que chaque partie grandit l'Empire de sa propre grandeur. L'impérialisme exploite cet argument : plus le Commonwealth est puissant — c'est-à-dire uni — plus il domine la paix du monde. L'unanimité sourde, qui se poursuit dans l'apparente indifférence de la tâche quotidienne, éclate quand le besoin de s'exprimer se soulève. Alors un sentiment, sans toucher peut-être toutes les fibres de l'énorme organisme, manifeste sa vigueur disséminée : on l'écoute dans le silence où, de la capitale, la voix du Roi transmet le mot d'ordre.

Ai-je bien saisi l'ambition impériale? L'ai-je amoindrie ou exaltée? L'ai-je trahie en plaçant sa force dans l'unité de ses traits mobiles? Il me semble que l'impérialiste le plus obscur, ou le plus hésitant, me donnera raison. Mais pourquoi n'appliquons-nous pas à notre pays un principe aussi vanté? Pourquoi, quand il s'agit du Canada et non plus de l'Empire, du Canada partie de l'Empire, repoussons-nous la diversité, source d'unité? Pourquoi être impérialiste dans l'Empire, et nationaliste — on sait de quel nationalisme étroit — au Canada? Pourquoi louer les libertés impériales si c'est

pour en priver notre pays ? Entretienons-nous deux philosophies, l'une impériale, l'autre canadienne, celle-ci dissociée de la première jusqu'à signifier le contraire ? Pour notre esprit français, voilà un exemple remarquable de l'illogisme anglo-saxon, distrait de la pensée par l'impératif de l'opportunité.

Le problème de l'unité canadienne serait résolu si nous appliquions dans son ampleur le principe de la puissance impériale. Le Commonwealth se dresse devant nous comme un exemple. Le Canada est un pays britannique en ce sens qu'il est un pays de diversité. Être un pays de civilisations différentes, de langues différentes, de cultures et de religions différentes, c'est, comme on dit aujourd'hui, synchroniser l'Empire. Voilà bien le secret de la libre résignation de mon pochard britannique: *After all, this is a British Country*. Je regrette, encore une fois, que son propos ait été embué d'alcool; mais, ainsi que nous disons, avec le sourire d'une civilisation plus lointaine : *In vino veritas !*

Ces différences assimilent donc le Canada au reste du Commonwealth; et si des dominions divers sont un actif pour le Commonwealth, nos deux civilisations enrichissent notre pays de la même façon. C'est pourquoi nos deux "éléments" doivent garder et fortifier leurs qualités essentielles. Le lien qui

les unit retient le Commonwealth : c'est un accord spirituel en vue de promouvoir leurs intérêts et de récolter le fruit de leur association. Cette idée, si elle prenait corps, achèverait notre tâche. Les deux groupes ethniques, conscients de leur valeur humaine et forts de leur apport séculaire, collaboreraient à la grandeur commune sans que l'un soit écarté sous l'imprudent reproche d'infériorité ou de déloyauté.

L'Écosse, le pilier le plus profond de l'Empire, oserais-je dire le métier sur lequel l'Empire est tissé, illustre ma pensée.

Il y a quelques années, le premier ministre d'Angleterre, un Écossais, nous rendait visite. Avec quelle émotion nous l'avons entendu, à Montréal, en pays français, prononcer des paroles dont la source jaillit du temps: "J'aime les traditions. J'aime ce qui est ancien. J'aime les murs tapissés de mousse grise. J'aime les revenants. J'aime incliner la tête aux grandes commémorations nationales et je le fais parce que je suis moderne. La grandeur de l'avenir ne surgira pas de l'inexpérience, elle dépend de l'union des traditions et de l'esprit d'entreprise."

Le regard décidé d'un de ses enfants nous livrait l'Écosse enchanteresse dont l'image, quand on l'a surprise, demeure; dont le souvenir revit quand on

évoque les coins du monde où l'esprit s'est apaisé dans une harmonie. Les traditions y logent comme le printemps dans un pays sauvage. La religion, la loi, le régime judiciaire, lui sont propres. Pourtant, l'Écosse est liée à l'Angleterre. L'en détacher enlèverait à la terre britannique un de ses charmes, peut-être le plus prenant. Aussi bien l'Angleterre veille; si ses rois ne sont plus couronnés en Écosse, une couronne repose à Édimbourg comme un anneau jeté sur l'impérial coussin.

Pourquoi ce qui est vrai des Iles britanniques ne serait-il pas possible dans une autre partie de l'Empire? L'exemple de l'Écosse montre que l'unité n'est pas dans l'assimilation, comme on le pense chez nous, mais dans les œuvres nées de la confiance et de la liberté! Sous son apparence paisible, l'Écosse nous introduit au profond de l'Empire, où la résolution comprime les orages. On y sent vibrer, dans un élan qui a quelque chose de farouche, cette "grandeur d'âme dans la politique qui est souvent la véritable sagesse, si un grand empire ne s'accommode pas de petits esprits". Ainsi s'exprimait Burke. Il s'y connaissait mieux que les cerveaux obtus qui s'obstinent à borner l'Empire aux intérêts anglais comme si se confondre dans leur uniformité était le salut suprême, comme s'il n'y avait pas sur terre d'autre civilisation qui grandisse l'homme.

Un chauvinisme que je ne veux pas appeler britannique, s'il est tout le contraire, s'exaspère de notre fidélité française, comme d'une menace. N'a-t-on pas alimenté de cette sottise un débat universitaire? Les Canadiens français, s'ils sont un acquis pour le Commonwealth, seront toujours une menace pour l'impérialisme unilatéral, pièce montée des banquets officiels. Ils lui résistent d'instinct. Si c'est une faute, elle est heureuse; dans ce pays ouvert aux influences *yankee*, ils forment un barrage à l'envahissement et protègent l'Empire contre l'absorption américaine.

Comment n'y pense-t-on pas dans les milieux qui se préoccupent de notre avenir au point d'en assumer le soin? Je redoute un Canada totalement anglais qui resterait hybride par l'imparfaite fusion des types disparates. Les groupes, maintenus jusqu'ici dans notre pays, avec leurs coutumes, leurs traditions, leurs façons dissemblables de penser, d'envisager la vie, voilà l'originalité qui noue notre résistance à la standardisation où sombrent les masses américaines. Nous ne savons pas quel sera l'avenir: notre désir même ne le façonnerait pas; mais déjà il est dans les hommes et les choses. Observez une salle de spectacle. Regardez le visage des foules qui envahissent les boulevards. S'il conserve encore certains de ses traits — entre autres,

ceux qui sont nôtres — le Canada perd de sa forte physionomie. André Siegfried nous avertit que la république américaine s'engage sur la même pente et plus vite que nous, mais elle nous a toujours précédés. Les États-Unis de 1890, de 1900, se meurent, sont morts. A quand la fin du Canada anglo-saxon privé de notre vigueur? Car si l'on croit angliciser le Canadien français, on se trompe: libéré de ses attaches, délié de sa race, il s'américaniserait sûrement, jetant le poids de sa trahison du côté de la vie libre et de la gaieté. Et les masses, venues d'Europe, feront de même. L'anglo-saxon, en définitive, résistera-t-il mieux? Il ne représente qu'une partie de la population du Canada comme aux États-Unis le vieux fonds puritain qui, dilué, ne retient plus les emportements d'un peuple enivré de progrès.

J'entends les étrangers dire qu'ils trouvent notre pays fort différent des États-Unis. A quoi songent-ils, à Toronto ou à Montréal? Peut-être à Halifax ou à Hamilton? Sûrement à Québec. Québec est un élément de différenciation que l'on n'apprécie pas à sa valeur, pense sir Robert Falconer. D'autres l'ont perçu. Haldimand eût peuplé la frontière de Canadiens français; et lord Elgin utilisait nos résistances comme un bienfait politique. Je dirai notre attitude en 1775 et en 1812; mais c'est chaque

jour, par leur seule existence, que les Canadiens français gardent ce dominion à la Couronne britannique. Les derniers venus paraissent l'ignorer, eux qui n'ont pas bâti ce pays et se contentent de l'exploiter comme s'il n'était pétri que de leurs intérêts.

Sommes-nous seuls de cette opinion? Je n'alourdirai pas ces pages de tous les témoignages que, pour les fortifier, j'emprunterais à la pensée anglo-saxonne. J'en retiens un toutefois parce qu'il confirme dans l'absolu notre sincérité française. Je le tire d'un article sur le *nationalisme et l'unité canadienne* dont l'auteur, J.-L. MacDougall, s'exprime ainsi: "Les principes britanniques doivent guider la solution du problème le plus important pour le Canada: la création d'une nation où l'on donnera au génie de chacun des éléments qui la composent la pleine liberté de se manifester. Pussions-nous créer une terre digne de notre loyauté. Pussions-nous créer ce sens indicible de la solidarité sociale qui est à la base de l'esprit public britannique. Pussions-nous avoir ce respect de nous-mêmes qui naîtra lorsque nous aurons dominé les problèmes canadiens. Nous deviendrons très britanniques en étant très canadiens".

Ces phrases se rapprochent de celle qui a inspiré le titre de cette étude. Leurs sources sont éloignées,

mais elles coulent le long de pentes qui les entraînent inévitablement.

Nos deux civilisations suivent donc la même voie, au moins pour ceux qui réfléchissent et ne se prêtent pas à l'égoïsme de race. La législation britannique les a maintenues côte à côte pour qu'elles progressent en liberté. Elles ont participé à la formation du dominion. Unies dans un "esprit de communion", selon le mot de Burke, mues par les impondérables qui font la force d'une nation, elles garderont ce pays fidèle à son idéal: être un membre libre, mais un vrai membre du Commonwealth britannique.

Je vous ai parlé d'un de mes collègues écossais. Permettez-moi de vous raconter, pour conclure, un souvenir qu'il m'a confié. Un homme d'État anglais, qui portait un grand intérêt à l'éducation, fut un jour prié à une cérémonie dans un grand collège catholique d'Angleterre, une institution qui, pendant ce que les catholiques anglais ont appelé les *penal times*, avait émigré en France jusqu'à ce que des jours meilleurs l'eussent ramenée en Angleterre. On fit voir au visiteur tout ce qui était de nature à l'intéresser: la salle à manger ornée de portraits des victimes d'Elizabeth, la chapelle, la bibliothèque, les champs où les garçons, suivant la coutume anglaise, jouaient au cricket, vêtus de fla-

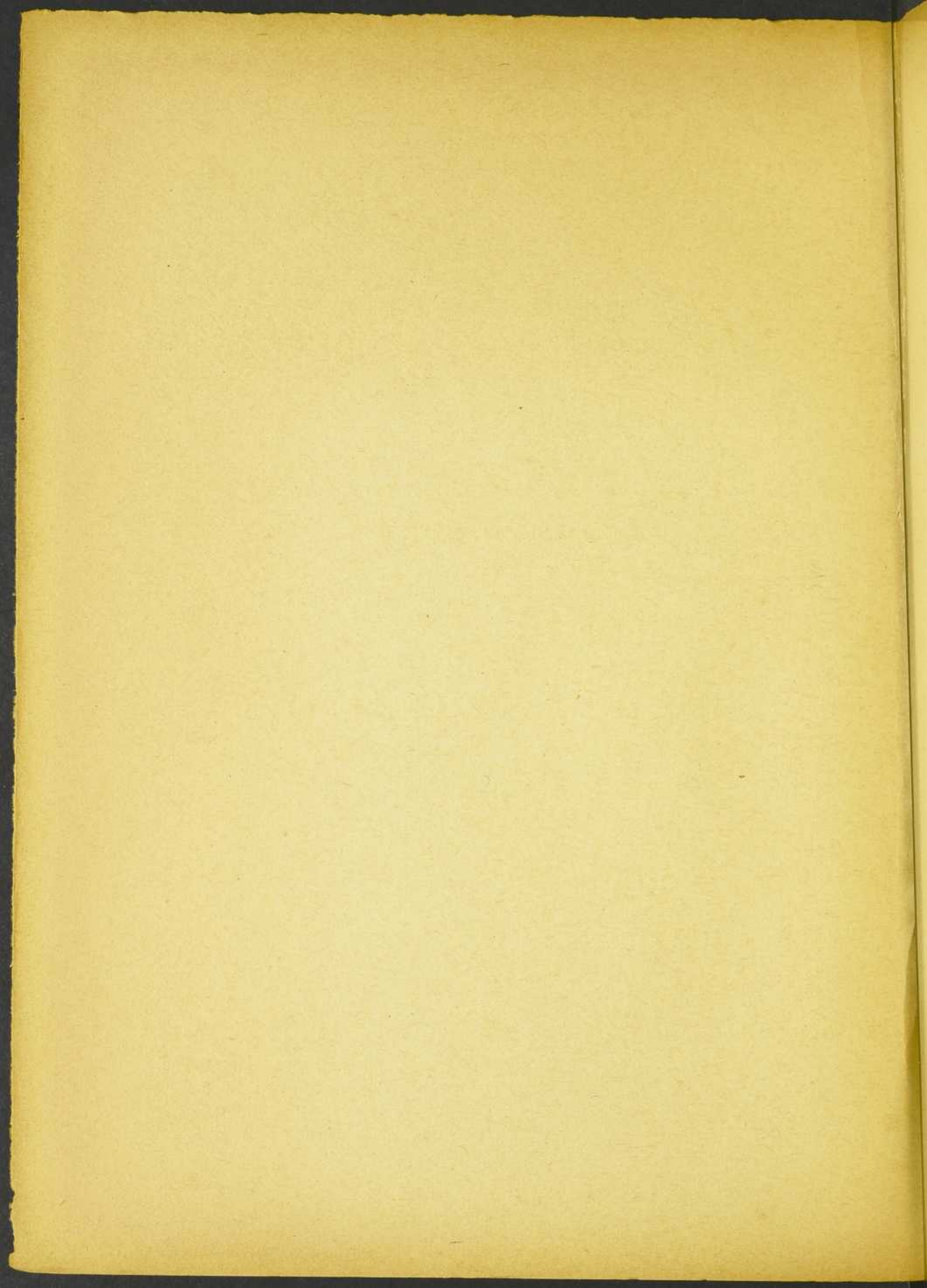
nelle blanche, en parlant l'argot des écoliers, tout comme à Eton ou à Rugby. L'homme d'État en fut impressionné. L'atmosphère chez ces catholiques était si familière, si anglaise après tout. Cependant, pour la plupart des hommes de sa classe, c'était un domaine inconnu, un lieu étrange où un ancien élève d'Eton ne passe peut-être pas une fois dans sa vie. Pourtant tout cela était anglais, bien anglais. Aussi, dans son discours d'adieu, prononça-t-il ces paroles: "J'ai apprécié ma visite à votre belle école. Elle me semble un monument noble élevé à une chose noble. C'est un hommage à la hardiesse britannique, au courage britannique, et au sens britannique du *fair-play*".

Il a dû appuyer sur les derniers mots, et je fais de même. Québec ne saurait être mieux dépeint. Le caractère français de la vieille cité, les nombreuses églises, les calèches qui vont et viennent, les voix françaises qui s'élèvent de toute part, le costume étrange des séminaristes, les prêtres dans leur soutane, l'atmosphère libre et contenue tout à la fois, une sorte de sagesse répandue sur les choses et même sur les hommes, tout cela — et tant d'autres traits — vous a étonnés, peut-être choqués, comme à Toronto des gestes nous étonnent et nous choquent. Voilà donc le vieux Québec dans sa robe de pierre et paré de son sourire

français. Il s'offre au regard, et il ne subsiste pas le moindre doute sur son identité. Il est, pensez-vous, un monument au *fair-play* britannique. Québec est un joyau qui brille parmi les diamants de la Couronne, qui, du mince filet d'or que portait Egbert, est devenue une merveille du monde.

J'ai traduit de mon mieux le propos de mon collègue. Il est fort beau, je n'en disconviens pas, mais est-il tout à fait vrai? C'est autre chose. Et cela n'empêche pas de le tenir comme s'il était vrai. Il marque en tout cas où nous devons tendre si nous avons le sens britannique ou, pour dire ma pensée, si l'on étend à l'Empire le *fair-play*. Je sais bien que le *fair-play* s'arrête au groupe britannique, qu'il n'en dépasse pas les limites. Mais je persiste à croire qu'il y a une différence entre l'esprit britannique et l'esprit colonial qui s'agite, ici ou là au Canada, et s'enferme dans de surprenantes étroitures. Il n'y a pas de doute que si on appliquait ici l'esprit britannique, celui de Londres, ce serait pour le mieux; car le cercle du *fair-play*, comme la couronne anglaise, s'élargirait jusqu'à contenir toutes les parties de l'Empire.

**LES TROIS UNITÉS**



LES TROIS UNITÉS

---

I

*L'unité politique*

AU dix-huitième siècle, et dans la première partie du dix-neuvième, il n'y avait d'unité au Canada que le lien de l'allégeance britannique.

L'unité territoriale n'existait pas, les colonies anglaises étant distinctes et souvent fort éloignées les unes des autres. La politique de la métropole tendait même à la décentralisation. L'île du Prince-Édouard, l'île du Cap Breton et le Nouveau-Brunswick avait été détachés de la Nouvelle-Écosse; le Haut et le Bas-Canada, séparés. L'île de Vancouver et la Colombie britannique grandissaient à l'extrême ouest, au-delà d'une immensité à peu près inconnue, propriété de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Le gouvernement représentatif, accordé par la Grande-Bretagne aux colonies, accentuait les divisions car les nouveaux États avaient une vie politique et des intérêts différents. Ils érigeaient des barrières douanières sur un horizon étroit. Et le transport était difficile; un voyage vers l'ouest, tout un problème. De Toronto, une lettre mettait dix jours pour atteindre Halifax.

Le premier pas fut fait au début du dix-neuvième siècle: on unit le Haut et le Bas-Canada, puis l'Île de Vancouver et la Colombie anglaise. L'idée d'une grande fédération, exprimée dès 1789 par le juge en chef William Smith, est presque réalisée en 1822. Lord Durham s'y rallie comme à un "élément de puissance pour l'Angleterre" et de sauvegarde pour l'Empire. Plus tard, le Canada-Uni et la Nouvelle-Écosse en acceptent le principe. Ainsi préconisée par des personnalités, mais retardée pour des considérations de toute sorte — divergences d'intérêts, souci des droits politiques et des traditions —, elle prend corps quand l'Acte de l'Amérique britannique du nord établit le dominion du Canada où se fondent quatre colonies: la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et les deux Canada.

Le gouverneur du Canada-Uni, à l'ouverture de la session de 1865, avait exprimé les raisons d'un

mouvement vers la concentration et résumé le problème qui se posait à notre population: "Les hommes publics de l'Amérique britannique du nord ont à décider si le vaste territoire qu'ils habitent sera constitué en un État, combinant dans ses limites tous les éléments de grandeur nationale, et capable d'assurer sa sécurité et de contribuer à la puissance et à la stabilité de l'Empire; ou si les provinces resteront dans leur condition présente, fragmentaire et isolée, sans grand moyen d'entr'aide et inhabiles à prendre leur part de la responsabilité impériale."

Sir John Macdonald retient "tous ces éléments de grandeur nationale" et négocie avec la Compagnie de la Baie d'Hudson la cession des étendues qu'elle possédait: le Manitoba est établi. Puis la Colombie britannique et l'Île du Prince-Édouard entrent dans la Confédération. En 1880, un arrêté impérial complète l'unité politique du pays en annexant au Canada toutes les possessions britanniques de l'Amérique du nord, sauf Terre-Neuve. Au début du vingtième siècle, l'Alberta et la Saskatchewan apparaissent sous le filigrane; des frontières sont élargies vers le pôle et les territoires du nord-ouest prennent leur forme actuelle: notre pays revêt l'aspect géographique qui nous est familier.

Un pays immense — 3,797,000 milles carrés —, plus vaste que les États-Unis, aussi grand que l'Eu-

rope. La Suisse y tiendrait deux cent trente-quatre fois; et, dans un de ses lacs, ainsi qu'une Canadienne le disait un jour en souriant, on noierait la France.

II

*L'unité économique*

Avant 1867, la terre avait été cultivée et la vie économique organisée; mais les distances et les querelles politiques avaient retardé l'expansion du Canada, quoique la période précédente eût amorcé l'essor de l'Est, articulé la navigation intérieure et provoqué l'immigration européenne. La mise en valeur du pays exigeait des chemins de fer; le Canada central devait être lié à l'est et aussi à l'ouest, car la Colombie britannique en avait fait la condition de son entrée dans la Confédération. La raison nationale détermina nos législateurs: l'Intercolonial et le Pacifique canadien furent lancés. Ainsi le verset du psaume d'où le mot *dominion* aurait été tiré devint une réalité: *Et dominatibur a mari usque ad mare et a flumine usque ad terminos orbis terrarum. He shall have dominion*, dit le texte anglais: *il règnera*. Redoutable expérience, car les chemins de fer courent de l'est à l'ouest, alors que les lignes géologiques s'orientent du nord au sud. Au cours de leçons sur le civisme, j'ai souvent placé devant les élèves deux cartes: une carte du Canada physi-

que montrant, entre deux chaînes de montagnes, le Plateau laurentien et la Prairie, qui suivent l'ancienne voie nord-sud des glaciers; et une carte du Canada politique, sans montagnes, ni lacs, ni plaines, divisé par des frontières géométriques, sorte de damier construit par les hommes contre la nature.

Au milieu du pays, une barrière de rocs et de collines n'a pas encore été complètement ouverte. La route de Port-Arthur à Winnipeg bouclera la jonction de nos provinces, après soixante-dix ans!

Les chemins de fer ont grandi depuis 1885; des lignes transcontinentales se déploient et d'importants réseaux vont de l'est à l'ouest, ou rayonnent vers le sud, ouvrant un marché national à nos produits.

L'agriculture s'étend le long des nouvelles lignes: blé dans l'Ouest, culture mixte dans l'Est. Exploitées partout, les forêts alimentent l'industrie de la pulpe et du papier, munie de formidables capitaux. Notre richesse en minéraux, faute d'une étude suffisante, était presque inconnue, jusqu'à ces dernières années: c'est une de nos principales conquêtes. Des industries de toute sorte naissent, dans l'Est d'abord, puis jusqu'au cœur des prairies. Un gigantesque appareil répand l'énergie électrique. Les chemins de fer et toute une flotte assurent le transport du blé.

Des expéditions répétées élargissent le territoire. Les aviateurs, qui ont succédé aux découvreurs et aux coureurs des bois, lui arrachent ses secrets. La recherche scientifique vient à la rescousse. La finance gagne en puissance.

Cinquante ans d'activité ont fait du Canada ce qu'il est. Il occupe une place désormais parmi les grandes nations commerciales. Premier des fournisseurs de blé, de pâte de cellulose et de nickel, son commerce extérieur le classe au cinquième rang, derrière les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne et la France.

Pays agricole et industriel, le Canada ne se passe pas des marchés étrangers, mais sa production lui suffit sur plus d'un point.

Nous avons donc réalisé l'unité économique? Pas tout à fait. Quelque chose manque pour rattacher le Canada central au Canada maritime et aux provinces de l'Ouest. Il n'existe plus, sans doute, de barrières douanières; l'étendue est libre, mais les régions se surveillent; elles réclament des privilèges ou défendent des droits acquis. L'Ouest a ses exigences: l'Est, ses faiblesses ou ses craintes; le Centre, ses prétentions; des craquements se font entendre aux points où se soudent les frontières naturel-

les. Sous l'unité territoriale persistent les obstacles économiques.

III

*L'unité nationale*

Nous atteindrons à l'unité nationale, le bien suprême, en triomphant aussi de difficultés d'ordre naturel: diversité de races ou de croyances et, surtout, préjugés de toute sorte qui séparent les peuples mieux que la terre et la mer.

Une intelligence plus étroite entre les habitants du Canada est nécessaire. Ce n'est pas facile! Dans une famille, union la plus simple, n'y a-t-il pas de désespérantes incompréhensions? Comment approfondir les sentiments qui animent les groupes humains?

La sociologie recourt à des moyens techniques: elle conseille de vivre parmi le peuple, de se mêler à lui, de noter ses mœurs et ses traditions. Quelques auteurs ont tenté cette expérience auprès de nous. Je pense à Andrew MacPhail, ou encore au poète L.-W. Blake qui aimait le Canadien français pour l'avoir fréquenté et appréciait sa tournure d'esprit, sa droiture, son bon cœur. Il repose dans le petit cimetière de La Malbaie, face au Saint-Laurent et aux doux sommets des Appalaches. Ses restes y furent

portés sur les épaules de paysans, frères de cette Maria Chapdelaine dont il avait traduit l'histoire avec vénération.

D'autres écrivains ont poursuivi dans notre milieu des enquêtes qu'ils ont enrichies de leur intelligente sympathie. Nous leur devons des œuvres où la force et la poésie du Canada français se révèlent à ceux qui ne se raidissent pas contre la révélation: *The Clash*, *The Heart of Gaspé*, *Spinning Wheels and Homespun*, *The Spell of French Canada*, et combien encore!

Mais il n'est pas donné à tout le monde de connaître un peuple par le contact direct, procédé bien long et peut-être dangereux, et qui implique des voyages et des séjours. Il y a quelques années, des Français avaient pensé inviter des Allemands à visiter la France pour qu'ils en apprécient les coutumes, la vie courante, les spectacles familiers, et se forment une opinion personnelle, un jugement que l'on dit, je ne sais trop pourquoi, "de première main". Julien Benda s'insurgeait contre ce projet parce que la signification du détail est difficile à saisir pour un étranger. Il risque de n'y rien comprendre: il en est souvent choqué. Les groupes ethniques sont précisément séparés par des habitudes qui, à chacun, paraissent bizarres. De combien d'exemples

on appuierait cette observation! Les Canadiens français savent la manière dont réagissent à leur égard des écrivains anglais, américains ou même français, qui, pour avoir passé quelques jours dans la province de Québec, se croient en mesure d'écrire un article, sinon un livre, où le Canada français est représenté sous les couleurs les plus inattendues.

Non, un peuple ne se juge pas sur des impressions de passage, pas plus que sur un regard à fleur de peau si, vivant à côté de lui, on a l'occasion quotidienne de l'observer en profondeur. Il faut plonger jusqu'au tempérament, qui est la source de la civilisation.

Le professeur A.-L. Burt, qui a étudié de près les troubles soulevés au Canada par l'administration de Craig, disait: "De temps en temps, la tension se relâchait quelque peu; mais, dans son ensemble, la situation empirait. Chaque année qui passait ajoutait à la somme d'amertume. Les partis devenaient plus acharnés et recouraient à un langage plus violent, surtout les Canadiens français, qui en disent plus qu'ils ne pensent, tandis que les Anglais en pensent plus qu'ils ne disent: différence de tempérament".

Une différence de tempérament, voilà l'obstacle.  
Un obstacle naturel, comme ceux que nous avons

rencontrés dans la construction des chemins de fer. Nous avons franchi les montagnes, jeté des viaducs sur les vallées, dompté des millions de chevaux-vapeur. Ne viendrons-nous pas à bout de nous comprendre malgré le tempérament ?

Le tempérament, ai-je dit, produit la civilisation; il l'enrichit de ses qualités, il l'épanouit d'une force intérieure. Et d'une force légitime, si elle est naturelle. Nous vivons nos deux civilisations sans les connaître, sans les analyser. Les Canadiens anglais prennent pour acquise leur supériorité; les Canadiens français, leur insuffisance. Les uns imposent leur volonté qu'ils croient sans faiblesse; les autres subissent leur sort comme s'il était sans recours. La vie nationale est ainsi faite d'injustes adaptations, quand elle devrait s'ordonner sur le respect des valeurs qui fleurissent en nous.

Durant un séjour à Paris, qui n'est pas allé au théâtre? Les journaux en proposent plusieurs dont le caractère varie. Les uns sollicitent l'étranger, surtout l'Américain à qui ils sont destinés; les autres retiennent la clientèle française. Peut-être ceux-ci ont-ils attiré les Canadiens anglais parce qu'ils voulaient quelque chose de "différent", pour user d'un mot à la mode chez nos voisins. La kyrielle d'employés à l'affût de leur entrée : contrôleurs, ouvreur

ses, vendeurs de programmes, marchandes de bonbons, les a excédés à coup sûr. Mais ils ont écouté et regardé le spectacle: durant deux ou trois heures, la civilisation a passé devant eux, ainsi que disait le professeur Vallas, et les a emportés dans un monde nouveau dont ils ont eu la curiosité, dont ils ont goûté le mouvement et la couleur. N'était-ce pas, en définitive, ce qui comptait, ce qu'ils étaient venus chercher?

Quelle différence y a-t-il donc entre le spectacle dramatique et celui de l'existence, auquel nous sommes mêlés? Le théâtre ne prétend-il pas se nourrir de réalité, représenter la vie même? La civilisation captive sur la scène, pourquoi la rejeter quand elle anime une société? Elle existe au point que nous l'apprécions dans un simulacre. Que ne l'acceptons-nous dans sa vitalité? Si nous voulons comprendre et apprécier le spectacle que nous offrent le Canada anglais et le Canada français, n'est-ce pas leur civilisation respective, c'est-à-dire leur valeur d'humanité qu'il faut considérer? Et cette valeur d'humanité ne nous justifie-t-elle pas de conserver nos caractères propres? Qui donc rayerait de la gloire Corneille ou Shakespeare? Qui renierait la civilisation que chacun d'eux perpétue? Qui, les possédant tous deux, rejetterait l'un ou l'autre sous le risible prétexte d'infériorité? Quand on détient pareilles ri-

chesses, on serait sot de s'en départir, et plus sot d'en dépouiller les autres.

Nous voici au cœur de la question que l'on a ramenée au niveau d'une querelle de races, quand on ne l'a pas résolue par la prétention ou l'ignorance, sans se rendre compte du péril où l'on plaçait la nation en négligeant les valeurs qui la fortifient contre le dehors.

Le Canada politique s'est constitué sur la diversité; il réunit neuf provinces et le pays tout entier bénéficie de leur richesse. Non pas seulement de leur richesse en nature, mais aussi de leur richesse en hommes dont l'union, faite de variété, ne naîtra pas de la fusion des caractères, mais de leur libre expansion. "L'unité est accomplie, écrit J.-L. MacDonald, quand les sentiments de loyauté qui animent les divers éléments sont appliqués à l'ensemble, et lorsque le sens de la solidarité sociale conduit à l'effacement des intérêts privés devant le bien commun. Mais quand le nouveau corps ne lie pas ces éléments constitutifs par des intérêts et par l'affection, quand il ne crée pas un sentiment de solidarité en donnant une pleine expression au génie de chacun, il ne peut exister que par la force, et c'est par la force que finalement il est détruit."

Le génie de chaque groupe enrichit le dominion comme la grandeur de chaque dominion enrichit l'Empire. Le nier, c'est nier l'Empire, ou prétendre que l'Empire n'est qu'un camouflage. Reconnues, nos deux civilisations prennent toute leur valeur. Elles se complètent en liberté et contribuent à donner à notre pays une physionomie à lui. Le voyageur canadien, qui vient de Saint-Jean ou de Vancouver visiter la province de Québec, ne s'étonne plus de son aspect original. Il se laisse aller à la délicieuse aventure de goûter, dans son pays, quelque chose de nouveau qui est tout de même canadien. De son côté, le Canadien français trouve, dans l'Est ou dans l'Ouest, des mœurs et des habitudes qui ne sont pas les siennes mais dont l'existence lui devient familière.

Et l'on ne demande pas au Canadien français de se plier aux façons du Canadien anglais, ni à ce dernier d'adopter les manières du Canadien français. Ils sont différents, voilà tout; et, différents, ils sont fidèles à leur civilisation. Ces dissemblances mêmes forment le caractère du pays. Je ne crois pas que passer un dimanche à Toronto ou écouter un concert de voix anglaises réjouisse fort un Canadien français; et je soupçonne l'étonnement intérieur d'un Canadien anglais devant nos exubérances. Mais pourquoi ne pas se rendre, de part et d'autre, avec

une intelligente curiosité? On en retirera toujours quelque chose, ne fût-ce qu'une réflexion sur les profondeurs du tempérament. Les deux civilisations sont-elles, d'ailleurs, si éloignées qu'elles ne se complètent agréablement? Les langues se ressemblent. Un professeur français analysait naguère la phrase suivante, tirée d'un journal anglais: *The Premier of Parliament opens the session and delivers a speech*: un mot saxon seulement, le dernier; tous les autres ont une source latine. Les mœurs ne sont pas à ce point opposées que l'on doive, pour les partager, apprendre un code nouveau. Un dîner anglais est ennuyeux, mais c'est tout de même un dîner; et on lui emprunterait avec profit un peu de sa tenue, juste ce qu'il en faudrait pour rendre parfait un dîner français. L'esprit n'est pas le même? — Je le sais bien. Mais l'esprit n'est-il pas assez souple pour comprendre l'esprit, et cesser de se gourmer dans le concept de supériorité?

D'autant que le respect de nos deux civilisations, pleinement épanouies, garderait notre pays contre les dangers où tous les peuples paraissent entraînés.

La standardisation envahit le monde. De l'outil au commandement civique, tout s'uniformise. Les types sont de plus en plus rares; l'activité sociale même est soumise à une règle. Chaque soir, la radio

nous donne l'heure fabriquée en série. Bientôt, plus personne ne fera rien d'original. C'est le progrès! Nul ne s'oppose au progrès, ni au confort. D'ailleurs, qui apaiserait les vagues que la publicité agite? Mais ne contraindrons-nous pas le courant qui menace notre vie?

Dans notre jeune et beau pays, les chutes d'eau sont nombreuses. Au milieu des torrents, de formidables roches divisent les ondes et les font jaillir en jets d'énergie bleue; mais les eaux écumeuses sont maintenues dans les lignes que leur trace la résistance du lit et des rives. Ainsi nos deux civilisations endigueront le flot du progrès matériel et lui imposeront la voie qui leur convient.

Concilier le progrès avec un caractère qui nous soit propre est-ce donc impossible? Nous y parviendrons en vivant nos traditions, en fortifiant, chacun, par l'intelligence et la vision, notre personnalité.

Garder nos traits, c'est donner au pays une marque qui le distingue. Nos civilisations ont la même tendance. Rapprochées par la législation anglaise, qu'elles se développent côte à côte, dans leur plénitude. "L'esprit de communion", selon le mot de

---

D ' A Z U R À T R O I S L Y S D ' O R

---

Burke, assurera la fidélité à notre idéal, celui d'un peuple libre au sein du Commonwealth.

Le Canada de demain sera vraiment fort dans la mesure où il recourra aux énergies de son passé qui méritent d'être pieusement conservées.

L'APPORT  
DU CANADA FRANÇAIS

“Lumière de France”, c’est bien par elle que l’Amérique, de la baie d’Hudson au golfe du Mexique, fut tirée de l’obscurité. Ceux qui portaient cette lumière avaient eux-mêmes une pleine conscience de ce qu’ils faisaient, et la clarté qui rayonnait d’eux découvrait au loin l’avenir”.

GABRIEL HANOTAUX.

I

LA TRIBUNE

---

**N**OUS aspirons à l'unité qui couronnera notre histoire en solidifiant la nation.

Les constitutions que nous a octroyées l'Angleterre ont tendu à cette unité ; mais elle dépend de notre volonté et il reste beaucoup à faire pour assurer l'union indispensable au bien du pays. Si les Canadiens n'ont pas réussi à installer l'harmonie dans la Confédération, c'est que tous les éléments de la population ne s'y sont pas prêtés. Seule une juste intelligence dénouera la situation.

Depuis quelques années l'attention s'éveille au problème national. On applique à sa solution les ressources de la recherche ; on l'envisage avec plus d'ampleur. Le Dominion gardera le caractère que

les législateurs ont voulu lui donner s'il respecte sa double tradition et les idées qui conditionnent l'œuvre collective.

Heureusement, le problème national dépasse la zone de la politique. Celle-ci nous a fait beaucoup de mal dans le passé : les préoccupations électorales, l'agitation de quelques politiciens, ont dénaturé les attitudes dictées par la fierté de race et, ce qui est plus grave, les aspirations du sentiment religieux. A côté de ces intrigues, d'autant plus dangereuses qu'elles invoquent le prétendu intérêt du public, il y a place aujourd'hui pour une opinion saine, soucieuse des vérités essentielles et qui mette le bien commun au-dessus des satisfactions de parti.

Les universités canadiennes aident à façonner cette opinion. Rompus aux études patientes et peu portés aux considérations étroites, les universitaires facilitent la formation d'une élite dont la pensée, une fois répandue, dissipera bien des haines et s'imposera au monde politique. Ce sera long, sans doute. Ces questions ne se règlent pas par des discours improvisés, des solutions empiriques ou des jugements précipités. Elles sont compliquées. M. André Siegfried me disait à propos de son livre, *Les États-Unis d'aujourd'hui*, qu'il trouvait plus

simple d'écrire sur les Américains que sur les Canadiens. Peut-être avait-il rencontré aux États-Unis une unité relative, au moins dans la sphère politique, une action de masse plus décisive, des difficultés historiques moindres que dans notre pays où existent deux civilisations et où l'histoire et la psychologie croisent leurs influences.

Avant la grande guerre, combien eût-il été préférable que les peuples se soient connus, qu'ils aient pénétré leur psychologie ? Un congrès international d'historiens, tenu naguère à Paris, demandait, dans l'intérêt de la paix, que l'histoire des nations étrangères fût mieux étudiée. S'il est nécessaire pour les nations de se connaître, n'est-il pas plus impérieux pour deux races, vivant côte à côte dans un même pays, de ne pas s'ignorer ?

La psychologie des peuples s'éclaire à la lumière de l'histoire. Je demande, avec plusieurs, que l'histoire de *tout* le Canada, français et anglais, soit enseignée dans nos écoles. Le Canada sera la base de nos études, et non l'Europe ou l'Amérique. Il ne s'agit pas de bannir l'Angleterre, la France ou les États-Unis : en approfondissant le fait canadien, nous porterons plus d'attention à l'Empire britannique, aux questions européennes qui nous menacent, aux attitudes américaines à l'égard de l'Europe ou

des pays d'Orient. Il n'y a pas de point de vue particulier en histoire, si l'histoire est une vérité; mais l'histoire, même purifiée, est une synthèse d'éléments divers, surtout dans un pays comme le nôtre. Ces éléments dégagent des forces qui limitent les groupes et les déterminent. Leur action est indéniable. La négliger, c'est renoncer à comprendre la nation et mettre son unité en danger. Ainsi nos découvreurs s'élançaient vers les sources.

Je pense en tout cela au Canadien français. Il a conscience d'avoir accompli sur notre terre quelque chose qu'il perpétue: il y trouve une satisfaction d'artisan et la raison de ses attitudes. Non qu'il s'attache aux traditions en repoussant le progrès. Il admet l'évolution, même s'il est lent à s'y rendre; et se plie au changement après y avoir longtemps réfléchi. Il vit de souvenir, au point d'en avoir fait son mot d'ordre. Il honore le passé, sur ce sol d'Amérique où le passé existe à peine; il en tire ses "titres de noblesse". On ne saurait juger le Canadien français sans en tenir compte et l'on ferait fausse route si, dans le désir de consolider l'unité du pays, on ignorait sa fidélité à l'ancêtre.

Aussi bien ai-je l'intention de rechercher, dans ces trois conférences, quel a été l'apport du Canada français dans la vie politique, intellectuelle et sociale

de notre pays. On n'a pas toujours reconnu cet apport, on l'a même nié, et considéré Québec comme un fardeau pour la Confédération, sinon un obstacle. Mais n'ai-je pas entendu la même opinion à propos des provinces maritimes ?

Votre invitation à parler sous les auspices de la Fondation Clarence Webster honore l'Université que je représente. Parce qu'elle répand l'histoire canadienne en demandant qu'on l'interprète de la façon la plus utile, cette Fondation mérite nos remerciements. Ma visite vous exprime la conviction que nourrit l'Université de Montréal d'avoir quelque chose à dire sur la collaboration de nos deux races, quelque chose d'intéressant pour votre institution qui, à sa manière, poursuit sa destinée dans une autre partie du Dominion.

I

Si jeune qu'il soit, le Canada a une histoire qui est "mieux qu'un épisode". On oublie, ou on feint d'oublier que les Canadiens français sont les plus anciens habitants du pays, qui fut colonisé par eux. Les premiers ils se sont attachés au sol, en ont fait leur patrie, consacrant au Canada le meilleur d'eux-mêmes ; et leur action politique a déterminé pour une bonne part le caractère de notre peuple. "Remontons aux origines, disait M. A.-L. Burt dans

une conférence remarquable sur le *Dualisme canadien*, et souvenons-nous que le Français a vécu au Canada deux fois plus longtemps que l'Anglais. Le traité de Paris, qui céda le Canada à la Grande-Bretagne, prend place exactement entre la fondation de Québec, en 1608, et la fin de la guerre, en 1918”.

Notre terre a donc reçu d'abord une empreinte française.

Jacques Cartier quitte Saint-Malo en 1534. Il pénètre dans le golfe Saint-Laurent et l'explore en tout sens. Après avoir semé ses rives de noms français qui demeurent comme un signe baptismal, il retourne dans son pays et raconte dans le sobre langage du marin ce qu'il a vu. L'année suivante, il s'aventure dans le silence des terres inconnues. Il répète en France les noms fantastiques de Stadacona et d'Hochelaga, aujourd'hui Québec et Montréal. Il marque la vallée pour l'avenir et dresse le décor où il invite ses compatriotes.

Comme les découvreurs de son époque, il cherche l'Orient; et si l'appât de l'or, trésor convoité de l'Amérique, hante sa volonté, il veut du moins enseigner et évangéliser, laissant derrière lui, avec la croix du Sauveur aux armes du Roi de France,

l'écho d'une prière qui est le commencement de la colonisation française. En 1541, il revient avec mission d'aider Roberval à fonder une colonie: tentative infructueuse, qui le ramène à son point de départ, Saint-Malo. Les événements européens, les complications des affaires intérieures du royaume, éloignent le roi de France de l'empire auquel il s'était un moment intéressé. Les années passent. Quand, soixante-sept ans plus tard, Champlain arrive au Canada, Hochelaga s'est évanoui dans les brumes d'une histoire oubliée.

\* \* \*

Au cours du XVIIe siècle, l'aventure se poursuit en Nouvelle-Écosse, dans la Baie des Français, qui conserve, sous un nom nouveau, le souvenir de son origine. Poutrincourt et Pontgravé fondent l'Acadie.

Champlain, qui a déjà sillonné la mer le long de la côte atlantique, situé Port-Royal et placé Saint-Jean sur la carte, reprend la route ouverte par Cartier et cherche un lieu propice à l'établissement. Il touche Montréal, la rivière Ottawa, la rivière des Français et le lac Huron. Plus tard, il s'engage vers le sud dans la voie militaire qui reliera les États-Unis au Canada. Son geste dessine un empire. Les siècles ont coulé. En 1912, une mission viendra lui

rendre hommage et placer sur le monument élevé en son honneur l'image de la France rajeunie sous les traits d'une république. Les villes rivalisent dans la commémoration de sa mémoire, fières de leur énergie issue de son éclat. Saint-Jean, Orillia, Québec le réclament pour leur fondateur.

Du centre où il s'est installé pour surveiller l'aube de la colonie, Champlain encourage et dirige l'exploration. Missionnaires et coureurs des bois traversent le territoire des Hurons, gagnent les limites de la région des grands lacs, révèlent au monde et dédient à la chrétienté l'immense bassin du Saint-Laurent. D'autres voyageurs prennent la route du nord.

Des grands lacs, une expédition s'aventure au sud. Joliette, le Père Marquette, Cavelier de La Salle et leurs compagnons joignent la vallée du Mississipi à celle du Saint-Laurent. Un continent s'éveille à leur voix, que jalonne bientôt une chaîne de forts doublant les Alleghanys.

Un quatrième mouvement entraîne nos ancêtres dans la direction de l'ouest redouté, à la suite de La Vérendrye. Et le rayonnement de la France ne s'arrête pas là, si les compagnons de MacKenzie et de Fraser étaient d'origine française.

Ainsi l'inspiration française a conquis les provinces maritimes, Québec, l'Ontario, les grands lacs, l'extrême ouest, et même une large partie des États-Unis. Avec une rapidité étonnante les voies s'ouvrent jusqu'au centre du pays. Un monde naît à la foi du Christ et à la civilisation.

C'est surtout en Acadie et dans la vallée du Saint-Laurent que les Français défrichent la terre. Leur mérite, que nos historiens apprécient mieux, est d'avoir installé la colonisation. Ils humanisent le pays, d'un effort patient. Ils défrichent la forêt, labourent le sol, ouvrent le nord à l'industrie.

Puis, ils évangélisent. L'œuvre des missionnaires est trop ignorée. Parfois, ils accompagnent les explorateurs ou, mus par leur apostolat, se font découvreurs. Ils accomplissent leur tâche au prix du sacrifice ou du martyre. En faisant luire l'aurore de la foi, ils écrivent les plus belles pages de notre histoire. Parkman fait l'éloge de ces hommes engagés dans un combat sacré avec la sauvagerie, dont l'étendue "pourrait lasser les ailes de la pensée elle-même".

\* \* \*

Ces faits nous sont familiers. Je les évoque parce que, pour un Canadien français, ils ont une valeur nationale. John Finley, président de l'Université de

l'Etat de New-York, a écrit un livre inspiré: *Les Français au cœur de l'Amérique*. L'auteur révèle, avec une sorte d'ardeur, comment la France a découvert, colonisé, christianisé ce continent, et montre ce qui reste de son influence aujourd'hui qu'elle a abandonné l'empire dont elle avait rêvé. Il écrit cette page, où j'ai trouvé un tel témoignage en faveur de l'œuvre française en Amérique que je n'ai pu me retenir de la citer devant l'auditoire auquel j'eus l'honneur de parler, il y a quelques années, en Sorbonne :

“La France ne s'est pas contentée de baptiser l'Amérique, de pénétrer la première à l'intérieur du continent septentrional et de fournir au monde des preuves de ses imposantes dimensions, elle a, en outre, donné à ce continent qu'elle avait baptisé la plus riche vallée de la terre.

“Cette vallée, elle l'a possédée de la façon la plus légitime pendant plus d'un siècle, à dater du moment où ses explorateurs l'avaient aperçue des hauteurs qui la limitent du côté nord; elle l'a possédée au prix d'héroïques souffrances dont le souvenir se serait conservé si ces souffrances avaient eu pour conséquence de maintenir sur ces bords lointains la langue qui seule eût été capable de les décrire et de les chanter.

“Lorsque la France abandonna cette vallée, cédant à des forces extérieures, et non à une pression intérieure, car c’est à peine si la contrée avait entendu l’écho d’une bataille, ce fut pour la donner à une nation nouvelle. Elle l’avait partagée avec l’Américain primitif: elle la céda au nouvel Américain. Elle tenait son droit de possession des premiers habitants de la vallée, de ceux qui s’appelaient eux-mêmes, comme l’a dit Chateaubriand, les “enfants de toujours”; elle l’a transmise à ceux qui, aujourd’hui, commencent à comprendre que cette vallée ne leur appartient pas à eux-mêmes, mais bien aux futurs “enfants de toujours”.

“Voilà où ont conduit les voies frayées par les Français dans l’une des vastes régions dont ils ont été les pionniers en Amérique. Grâce à la bravoure et à la foi de ses enfants, la France a conquis la vallée du Mississipi sur un passé d’un million de siècles; grâce à des héroïsmes ignorés, elle l’a faite sienne et l’a gardée pendant un siècle sous sa domination, et bien que, nominalement, elle n’ait plus aucun droit de propriété sur son territoire, elle conserve du moins le droit de toucher encore une sorte d’arriéré de fermage, de partager les fruits des vertus humaines qu’elle y avait semées jadis. *Ce droit-là, jamais le temps ne pourra ni le lui enlever ni l’obscurcir: il ne saurait qu’augmenter*”.

Ce témoignage, un Américain le rend à la civilisation disparue depuis longtemps de la vallée, mais je retrouve le même accent chez un compatriote, Eric Harris, qui, dans son livre, *Stand to your Work*, évoque cette fois le passé français de notre terre et le propose au respect de tous les Canadiens. Dans le premier chapitre, sous ce titre judicieux: *The Spirit that is Canada*, il écrit: "Sous la domination française et sous la domination anglaise, les qualités innées de notre peuple se sont manifestées plus d'une fois. Tout Canadien devrait se souvenir de quelques-unes au moins et subir la puissance de leur exemple".

Si, aux Etats-Unis, la France a laissé une telle inspiration aux "enfants de toujours", quel héritage n'a-t-elle pas légué à ses fils qui vivent encore de leur passé et rencontrent, où qu'ils aillent — de l'est au centre, du centre à l'ouest du Canada — la trace de leurs ancêtres? Comment oublieraient-ils l'épopée de la découverte, le moindre incident de la prise de possession? Comment cèderaient-ils les droits qu'ils tiennent de la première conquête? Simple sentiment peut-être, mais que l'on retrouve dans les poèmes consacrés aux commencements du Canada anglais, aux *days of romance* qui amenèrent ici les Loyalistes. Une émotion de même valeur n'étreint-elle pas chacun de nous, Anglais,

Écossais, Irlandais ou Français, lorsque, prêtant l'oreille à un chant de folklore, nous évoquons une mère-patrie que nous n'avons jamais connue? Qui blâmerait ces retours du cœur que gonfle le souvenir?

Le Canadien français reste donc attaché à ses traditions. L'idée de revenir à la France ne l'effleure pas: il chérit les libertés qu'il a gagnées; son histoire est la source de son patriotisme qui, fidèle à ses origines et loyal envers la Couronne britannique, est toutefois profondément canadien.

Cette attitude, loin d'être un obstacle à la Confédération — j'y verrais plutôt son salut — est imprégnée de l'esprit même de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord qui réunissait quatre provinces, dont la province de Québec. Celle-ci offrait, en 1867, les mêmes caractères qu'elle revêt aujourd'hui: elle entra dans la Confédération avec ses traits, et le droit de les retenir. Qu'elle n'ait guère changé depuis confirme la diversité à laquelle on avait fait place avec intention dans la loi impériale.

## II

Il y a mieux. Les Canadiens français, en repoussant les sollicitations américaines, ont gardé notre pays à la Couronne britannique; et ils ont contribué à établir et à stabiliser ses assises politiques. Sur

ce point capital, j'invoque le témoignage d'un homme politique et d'un historien, tous deux anglo-saxons.

En 1927, sir Robert Borden, au banquet annuel des Clubs canadiens, prononçait ces paroles: "Les aspirations, les efforts, l'œuvre en un mot, du Régime français est intimement unie au destin de notre nation sur lequel elle a beaucoup pesé; car je crois pouvoir vous démontrer que, n'eût été la colonisation entreprise par Champlain en Acadie et dans la vallée du Saint-Laurent, *il est plus que probable que le Canada ne ferait pas partie aujourd'hui de l'Empire britannique.*"

Dans la conférence à laquelle j'ai fait allusion, le professeur A.-L. Burt affirme de son côté: "Immédiatement après l'acte de Québec, la Révolution américaine vint éprouver la solidité de la possession du Canada par l'Angleterre. Des émissaires américains fourmillaient dans le pays, répandant des histoires fantastiques parmi la population rurale. La France, par ailleurs, ne tardait pas à donner son adhésion à la cause américaine. On peut s'étonner que le Canada, nouvellement conquis, n'ait pas rompu l'allégeance britannique pour devenir le quatorzième État de l'Union. C'était une excellente occasion. Il n'en profita pas. Ici et là quelques Cana-

diens prêtèrent main forte aux envahisseurs. La masse demeura maussadement à l'écart. Les hautes classes ne bronchaient pas ; mais leur influence fut minime et ne constitue pas une explication suffisante de l'attitude populaire. La clef du mystère semble résider dans l'Église. L'Église était profondément reconnaissante au gouvernement britannique de sa politique libérale, et elle mit toute son influence à inciter les Canadiens à demeurer loyaux. Si l'Église n'avait pas été gagnée à la cause, si elle avait fait servir son influence au parti adverse, il est fort probable que le Canada aurait été emporté par la marée de la Révolution et que l'Amérique britannique du Nord serait infime aujourd'hui si même elle existait".

Les Canadiens d'origine française, par leur fidélité à eux-mêmes et leur loyauté à l'Empire britannique, ont donc orienté les destinées du Canada. Aujourd'hui, ils sont un tiers de la population, et forment avec leurs compatriotes anglais l'élément caractéristique du dominion, pays bilingue. Leur sens de l'histoire, leur connaissance des valeurs nationales, leur acceptation des devoirs sociaux, les éloignent de la civilisation purement économique qui met en péril l'originalité des peuples où dominent les exigences du succès financier.

Leur esprit de tradition explique aussi l'influence qu'ils ont exercée sur la politique coloniale de l'Angleterre.

Lorsque le régime britannique s'établit au pays, les Canadiens français, "les nouveaux sujets" comme on les appelait, respectueux de la parole qu'ils avaient donnée, acceptèrent le gouvernement qui suivit la capitulation de Québec et de Montréal au point de rester sourds, nous le savons, à l'appel de la Révolution américaine et de défendre la colonie. Ils devaient manifester la même fidélité en 1812.

La Révolution américaine et la situation critique qui résultait pour les Français des décisions prises sous le Gouvernement civil, déterminèrent la Grande-Bretagne à doter le Canada de l'Acte de Québec par lequel la politique anglaise s'engageait à des tolérances définies.

Lorsque, en 1791, pour des raisons ethniques, le territoire fut divisé et le gouvernement représentatif établi, des difficultés s'élevèrent. Ici encore, celui qui cherche les raisons fondamentales de notre évolution, dégagera la position prise par les Canadiens d'origine française sur deux questions: le gouvernement responsable et le contrôle des deniers

publics. Leur manière de voir, partagée par quelques Canadiens de descendance anglaise, s'opposait aux idées courantes. Sous l'ancien régime, les Canadiens français n'avaient jamais été appelés au pouvoir ni admis à diriger les affaires. Cependant ils invoquent constamment les principes de la constitution britannique. Une résolution prise par le premier parlement réclame les privilèges garantis aux Chambres anglaises.

Durant les années qui suivirent, la politique des députés de langue française s'unit à celle des députés du Haut-Canada et des provinces de l'Atlantique. Le même idéal les anime, et c'est cet idéal qui triompha vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle lorsque l'Angleterre accorda au Canada le droit de présider à ses destinées.

La déclaration que fit sir Louis-Hippolyte Lafontaine, en 1861, devant ses électeurs du comté de Terrebonne, est fondée sur les plus pures traditions anglaises, et dénote une rare compréhension des destinées du Canada. Lafontaine défendit ses principes, d'accord avec Baldwin, le chef du Haut-Canada. Tous deux donnèrent leur démission le jour où leurs revendications furent l'objet d'une interpellation. Ils reprirent le pouvoir en 1848, lorsque la responsabilité ministérielle fut établie. En Nou-

velle-Écosse, Howe livrait le même combat et faisait preuve d'habileté et de courage. J'ai parcouru quelques manuels d'histoire en langue anglaise, où le rôle que joua Lafontaine sous l'Union n'est pas assez indiqué; mais, dans la province de Québec, on devrait apprécier mieux Howe et, d'une façon générale, l'histoire des provinces maritimes où d'importants événements se sont déroulés avant la Confédération. Peut-être la solution que nous cherchons est-elle, pour beaucoup, dans une meilleure intelligence par notre province de la pensée des provinces maritimes sur plusieurs questions publiques; et, réciproquement, dans une plus large compréhension de l'opinion canadienne-française par la population des provinces maritimes. En dernier ressort, le Canada tout entier y gagnerait.

Les difficultés auxquelles j'ai fait allusion, et d'autres qui s'y étaient jointes, se firent sentir après l'Union de 1841, quoique le Canada eût acquis la conduite de ses affaires intérieures. On reconnut la nécessité d'un groupement en une seule puissance. Le projet eut, dans la province de Québec tout comme dans les provinces maritimes, des adversaires qui prétendaient que, telle qu'on la concevait, la Confédération ne garantissait pas assez les droits politiques ni financiers. Mais sir Georges-Etienne Cartier emporta l'adhésion de la province de Qué-

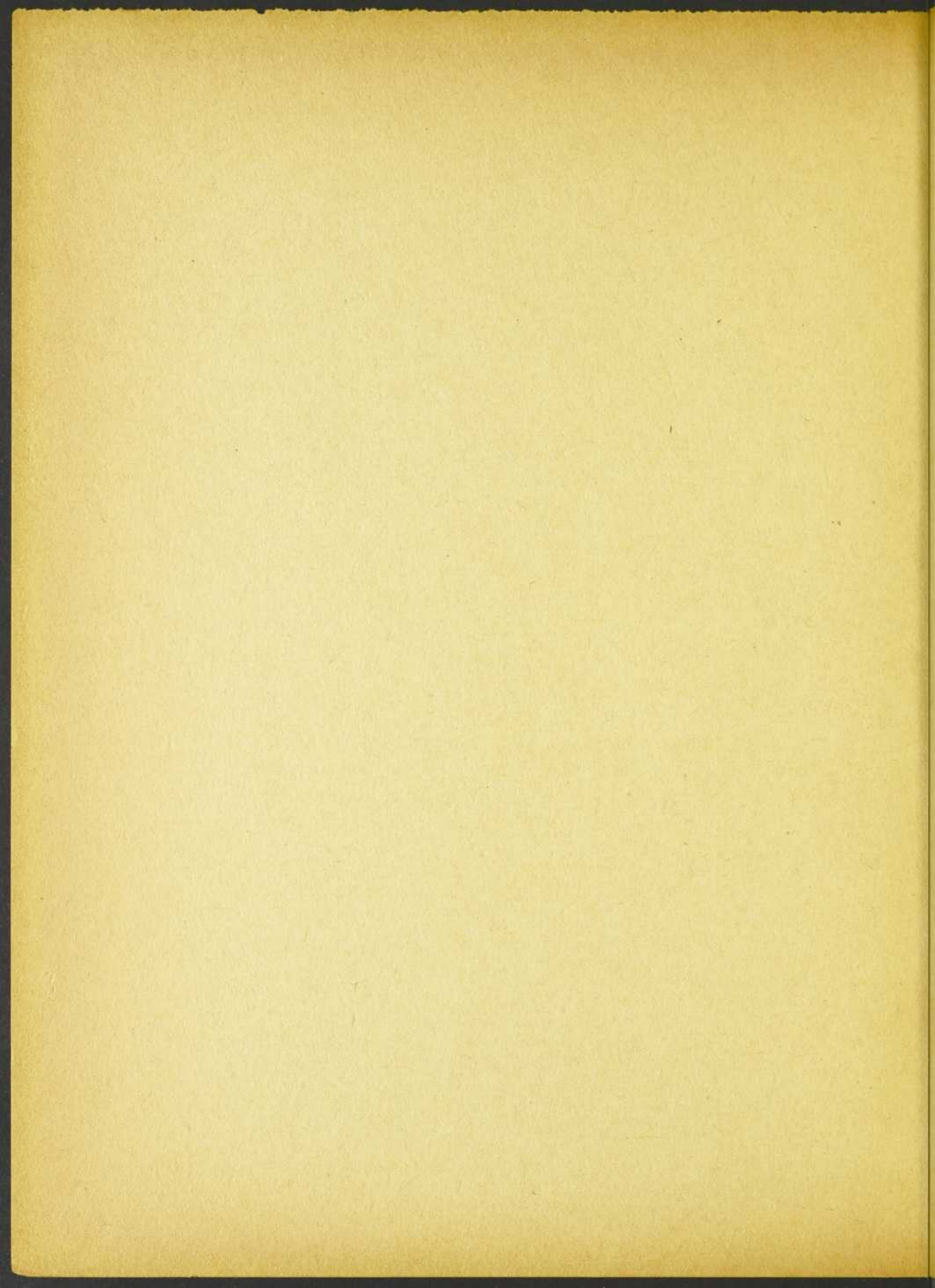
bec. Sans son consentement, la Confédération aurait été impossible. Elle le donna parce qu'elle y voyait l'avantage de notre pays.

Depuis ce jour, et sans perdre de vue des moments tumultueux dus à l'attitude bien connue des Canadiens français en ce qui concerne les traditions, leurs députés n'ont jamais cessé d'aider à l'essor du Canada. Dois-je mentionner des noms, et rappeler les majorités que sir John-A. Macdonald et sir Wilfrid Laurier ont remportées dans la province de Québec? Un Canadien français fut premier ministre pendant plusieurs années. Le pays a fait, durant son administration, des progrès sensibles. Suivant l'exemple de sir Louis-Hippolyte Lafontaine et de sir Georges-Etienne Cartier pour la direction intérieure, sir Wilfrid Laurier, dans le domaine nouveau des affaires extérieures, et en particulier aux Conférences intercoloniales, influença sérieusement la politique britannique; à ce point qu'on le rangerait parmi ceux que Chester Martin appelle "les prophètes du Commonwealth", ce Commonwealth dont l'existence a été consacrée, grâce à la bonne volonté des représentants des dominions, parmi lesquels figuraient l'honorable Ernest Lapointe, sir Lomer Gouin, et l'ancien président de la Société des Nations, l'honorable sénateur Raoul Dandurand.

\* \* \*

J'ai insisté sur les difficultés survenues au cours de notre histoire politique pendant un siècle et demi, et qui ont souvent dégénéré en troubles et en malheurs, en 1837 par exemple. Ces troubles sont grossis à plaisir au profit de la politique, ou pour d'autres raisons, ou encore représentés comme s'ils étaient toute notre histoire. Mais si on se place au-dessus de ces événements, qui ne sont qu'un aspect d'une lutte plus profonde, et si on mesure le progrès accompli en comparant le début du régime parlementaire avec l'oeuvre réalisée depuis, on se convainc que les privilèges dont nous jouissons sont le résultat de mouvements politiques que la coopération de nos deux races a rendus possibles. Et c'est pourquoi l'harmonie devrait être, entre elles, plus qu'un mot prononcé au cours des cérémonies officielles ou devant les auditoires de "bonne entente" : une réalité fondée sur les œuvres du passé. Les Canadiens français, comme les habitants des provinces maritimes, demandent à être considérés comme des associés, ayant travaillé à l'édification du Canada; et ils ont droit qu'on leur accorde ce que l'honorable M. Taschereau considère comme "l'alpha et l'oméga, toute la raison d'être et toute la fin des désirs des Canadiens français : la liberté, l'égalité, la fraternité".

Voilà trois choses qui doivent se trouver plus sûrement au sein du "Commonwealth britannique des nations" que partout ailleurs. Or, le Canadien français a l'impression, justifiée, d'être confondu avec les nouveaux venus, hommes de bonne volonté sans doute, mais qui demeurent en ce pays depuis quelques années, alors que lui y a toujours vécu. Il a contribué à donner au Canada des traits qui lui sont particuliers, et qui en font une terre d'expérience ; à former une nation qui repousse les méthodes du *melting pot*. Canadien, parlant en terre canadienne, mais dans une province soeur et non dans la mienne, ai-je besoin d'insister : "la belle France et la fière Albion" ont toutes deux leur part dans les origines et le destin du Canada. "Deux voix sont là", ce sont les termes mêmes qu'emploie votre grand poète Wordsworth dans un autre ordre d'idées, "chacune également puissante"; et nous prêterons l'oreille à ces deux voix si nous voulons entendre tout le message et le comprendre.



II

L'ÉCOLE

---

L'ÉCOLE est le signe de l'esprit. Plaçons à la source de ces réflexions le texte de l'article 93 de la Constitution, rond-point de tant de déceptions:

“Dans chaque province, la législature pourra exclusivement décréter les lois relatives à l'éducation, sujettes et conformes aux dispositions suivantes:

1o Rien dans ces lois ne devra préjudicier à aucun droit ou privilège conféré, lors de l'Union, par la loi, à aucune classe particulière de personnes, relativement aux écoles séparées;

2o Tous les pouvoirs, privilèges et devoirs conférés et imposés par la loi dans le Haut-Canada, lors de l'Union, aux écoles séparées et aux syndics d'écoles des sujets catholiques romains de Sa Majesté, seront et sont par le présent étendus aux écoles dis-

sidentes des sujets protestants et catholiques romains de la Reine dans la province de Québec;

30 Dans toute province où un système d'écoles séparées ou dissidentes existera par la loi, lors de l'Union, ou sera subséquemment établi par la législature de la province, — il pourra être interjeté appel au gouverneur général en conseil de tout acte ou décision d'aucune autorité provinciale affectant aucun des droits ou privilèges de la minorité protestante ou catholique romaine des sujets de Sa Majesté relativement à l'éducation;

40 Dans le cas où il ne sera pas décrété telle loi provinciale que, de temps à autre, le gouverneur en conseil jugera nécessaire pour donner suite et exécution aux dispositions de la présente section, — ou dans le cas où quelque décision du gouverneur général en conseil, sur appel interjeté en vertu de cette section, ne serait pas mise à exécution par l'autorité provinciale compétente, — alors et en tout tel cas, et en tant seulement que les circonstances de chaque cas l'exigeront, le parlement du Canada pourra décréter des lois propres à y remédier pour donner suite et exécution aux dispositions de la présente section, ainsi qu'à toute décision rendue par le gouverneur général en conseil sous l'autorisation de cette même section."

Nous retenons ce texte comme un engagement réciproque. Il est vibrant de luttes et renferme l'attitude d'un siècle. Les deux parties en ont surveillé la rédaction d'un œil jaloux. Il est multiple et prudent. Ses affirmations, ses précautions, ses espoirs, méritaient mieux que ne lui a donné la réalité. Tel qu'il est, nous l'avons accepté, confiants que les autres l'entendraient ainsi que nous. Nous avons fait plus, nous l'avons respecté; et logiquement, puisqu'il exprime la suite et l'aboutissement de nos actes.

\* \* \*

Lorsque la France s'installe au Canada, un siècle après la découverte, son œuvre civilisatrice s'épanouit au souffle de l'imagination. Quelle diversité! Les compagnies d'établissement rêvent d'exploiter le pays à leur profit; la marche des missionnaires, des explorateurs, des trafiquants, des soldats, élargit les bornes d'un empire; les colons s'attachent à la terre et leur patience peuple la vallée laurentienne. Les seigneuries deviennent des villages. Au début du XVIIIe siècle, on compte soixante-dix paroisses et, quelques années plus tard, un voyageur compare les rives du fleuve à une route bordée de maisons. La paroisse réunit déjà autour du clocher une population vigoureuse, et renferme l'accord d'un monde très vieux à une vie nouvelle.

A Québec et à Montréal, jetées dans la splendeur primitive, les fondateurs se préoccupent de l'intelligence. L'école suit de très près le défrichement. Les *Relations* des Jésuites disent une volonté tendue vers l'enseignement; et l'histoire dégage des faits qui opposent une orientation précise aux reproches d'insouciance lancés contre le groupement français du Canada. Dès 1635 s'ouvrent à Québec une école primaire et un collège classique. Bientôt les Sulpiciens, fixés à Montréal, se livrent à l'instruction. Vers le même temps, l'Anglo-Saxon, dans son zèle religieux, jette les bases de l'institution qui deviendra l'Université Harvard. Les deux civilisations s'attachent donc à l'école, avec le souci de la maintenir dans le cadre de leurs traditions.

L'abbé Amédée Gosselin relève, un siècle après l'éveil, en 1735, quinze écoles primaires pour garçons dans le district de Québec, dix dans la région de Montréal, et sept aux Trois-Rivières. Quinze maisons d'enseignement destinées à l'éducation des filles sont dirigées par les Ursulines, les Hospitalières et la Congrégation de Notre-Dame. A Québec le Séminaire s'affermi; à Montréal se dessine un enseignement secondaire que les Jésuites assument.

Résultats modestes, mais dont on mesure l'importance aux difficultés vaincues. Le pays est vaste,

la population peu nombreuse et dispersée. Le prêtre, pour remplir son ministère, parcourt l'infini. Le climat, les maladies, la guerre, sapent les forces de la jeune nation. Il y a des postes où l'école n'atteint pas. L'improvisation supplée l'enseignement organisé: des curés se font précepteurs; des fils de famille, maîtres d'école; des instituteurs ambulants relient les foyers dispersés.

L'empressement se généralise. Toutes les classes de la société s'intéressent à l'école. Le clergé est le grand animateur. Depuis les Récollets, penchés sur les enfants des bois, l'apostolat ne se relâche plus. Mgr de Laval conduit dans le temps une foule de disciples. L'administration réclame une aide que la monarchie ne donne pas toujours. Les gens aisés y pourvoient; et le peuple prélève sur la précarité de ses ressources pour seconder le sacrifice.

On donnerait en vain l'impression que tout était parfait dans une colonie aussi jeune, perdue dans la solitude; mais l'école existe, même dans le plus profond passé. L'étude du français unifie la colonie que la pratique des patois eût divisée. Le programme de l'école primaire a la simplicité des anciens jours: lecture, écriture, calcul. Il répond aux besoins de l'heure. L'enseignement classique est identique à celui de France, tandis que l'enseignement que j'ap-

pelle professionnel, faute d'un mot moins moderne, prépare des artisans, des marchands, des marins et des découvreurs. Les professeurs qui viennent au Canada y apportent leurs méthodes et l'incalculable fécondité d'une discipline; ils dispensent une formation française.

L'école, ainsi conçue, engage les habitudes de vie dans un sens canadien et français, avec une telle force que la nation continue de s'en nourrir après que la fortune des armes l'a séparée de la France.

\* \* \*

La conquête plonge la colonie dans des difficultés que va compliquer la Révolution américaine : les institutions reflètent les troubles politiques. L'enseignement réagit contre les projets d'assimilation, jugés inacceptables par le clergé et la masse du peuple. Les Canadiens français restent attachés à leurs disciplines. L'isolement qui en résulte est sans doute déplorable, mais le souci des traits nationaux commande.

Le gouvernement, changeant de tactique, confie à un *Institut royal* d'organiser l'enseignement, sous la direction du pouvoir public, et de répandre une doctrine officielle. Mgr Plessis est prêt à collaborer

si on divise l'institut en deux sections, suivant la religion et la langue. Cette idée, dont la fécondité éclate aujourd'hui, passera plus tard dans la pratique.

En 1824, puis en 1829, le législateur établit des écoles provinciales ou de district. Le clergé, bien qu'il n'y reconnaisse pas toutes les protections qu'il réclame, les accepte pour le bien qu'elles permettent d'accomplir. Cette période de réserve n'exclut pas les fondations ; et les instituteurs ambulants poursuivent leur travail.

Les écueils disparaissent sous l'Union. En 1846, l'enseignement est décentralisé et confié, dans chaque paroisse, à une commission dont le curé fait partie et sur laquelle un surintendant exerce une autorité lointaine. C'est l'autonomie. L'école retrouve ses origines et devient confessionnelle, ce que les Canadiens français n'avaient pas laissé d'exiger.

L'institution s'épanouit. En peu d'années, on y superpose des écoles normales ; et un Conseil de l'instruction publique sépare les catholiques des protestants, pour ne les réunir qu'en de rares occasions. La liberté religieuse s'installe définitivement.

La Confédération sanctionne cette conquête. Fédérée, la province de Québec établit à sa guise son

régime scolaire. L'enseignement primaire, fidèle à son passé, s'adapte néanmoins à l'esprit de la Constitution. La direction suprême émane du Conseil de l'instruction publique. Des commissions, élues par le peuple, selon sa croyance, nomment les instituteurs et gèrent l'école. Régime de liberté, de compréhension, auquel l'opinion canadienne n'a pas rendu l'hommage qui lui revient. Si les écoles françaises établies dans d'autres parties du dominion ont à lutter contre des législations restrictives, les écoles de la minorité protestante jouissent, dans la province de Québec, de privilèges égaux à ceux des écoles catholiques.

Le progrès a rayonné: plus de sept mille écoles primaires accueillent les enfants catholiques; et dix-huit écoles normales forment les instituteurs.

Est-ce là une province d'une ignorance étroite? Toute son histoire révèle, au contraire, la générosité à l'égard de l'école, j'entends: la générosité de l'esprit. Malgré les dures étapes de la colonisation, les luttes politiques, le peu de ressources pécuniaires, la province de Québec apporte au dominion la contribution de sa "petite école" où vibre un sentiment de justice et de liberté que l'on ne retrouve pas toujours ailleurs et qui constitue, dans les effervescences modernes, la vraie chance de vie pour notre pays.

Les collèges classiques subsistent, comme une active tradition. Ils datent surtout du XIXe siècle. Au fort de la lutte, aux heures où nous refusions de mettre en péril notre caractère en acceptant l'enseignement officiel, des collèges sont installés à Montréal, à Nicolet, à Saint-Hyacinthe, à Sainte-Thérèse, à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, à l'Assomption. Ils forment une élite de jeunes gens qui, engagés plus tard dans les débats parlementaires, influenceront la politique coloniale de l'Angleterre. Puis, les communautés religieuses se multipliant parmi une population plus nombreuse, d'autres collèges apparaissent aux centres importants. Il en existe aujourd'hui plus de vingt dans la province, et plusieurs au dehors et jusqu'aux portes de l'Ouest.

Encore pénétrés de l'ancienne *ratio studiorum*, ces collèges, placés dans un monde pratique, demeurent irréductiblement attachés à la culture générale. Les études couvrent huit années, dont six sont vouées aux lettres : latin, grec, français, anglais, histoire, géographie ; et aux mathématiques. Les deux dernières années sont réservées à la philosophie et aux sciences physiques ou naturelles.

L'enseignement supérieur est né, hors de l'Etat, du déploiement d'une force intérieure. En 1852, l'Université Laval est fondée à Québec. Elle orga-

nise à Montréal, en 1876, une succursale qui deviendra autonome en 1919, sous le nom d'Université de Montréal. L'Université d'Ottawa vit au cœur même de l'Ontario. Les deux universités de la province de Québec se sont affilié les collèges classiques qui constituent pour elles un rayonnement. Ce type français d'enseignement supérieur, lié à l'enseignement secondaire, est seul de son genre en Amérique; il fournit aux jeunes gens une formation désintéressée qui les distingue.

Les universités ont eu longtemps pour mission d'accumuler le savoir et d'en nourrir la masse par l'intermédiaire d'une élite: les hommes s'adaptaient aux situations par la souplesse des connaissances acquises, et devenaient des chefs par l'expérience. Aujourd'hui, le progrès économique commande, et l'école qui l'enfanta est son esclave. Elle s'attache, fût-ce malgré elle, à former des hommes pratiques, aptes à réussir d'abord leurs entreprises. Mais Stephen Leacock n'a-t-il pas raison d'exiger que l'Université donne à l'homme une âme en lui inculquant une chose plus précieuse que le métier ou la profession : la culture ? Pour y arriver, on ne se demandera pas à tout instant si l'enseignement, au moins l'enseignement secondaire, permettra à l'étudiant de gagner sa vie. Sans doute, mais ce n'est pas son objet immédiat. J'espère, poursuit Ste-

phen Leacock, que nous maintiendrons à McGill le programme actuel, qui comprend l'étude obligatoire du latin et s'appuie sur les mathématiques et la philosophie. Réduisons au minimum les cours sur la personnalité, les chances matrimoniales ou la réclame qui défigurent les collèges de l'Amérique du Nord. La moitié de la générosité des Etats-Unis est gâchée ou perdue par le mauvais usage que l'on fait de l'argent versé à ces institutions.

Les universités françaises du Canada n'ont d'abord groupé que les quatre facultés fondamentales : théologie, droit, médecine, arts ; les Canadiens français se dirigeant surtout vers les carrières libérales et la politique ; mais, depuis la fin du XIXe siècle, l'orientation des études subit le mouvement économique qui entraîne le pays, et l'instruction supérieure se spécialise. L'enseignement professionnel et technique se ramifie en génie civil, beaux-arts, industrie, commerce, agriculture, et prend l'allure que l'Amérique lui a donnée, mais sans renoncer à la culture générale sur laquelle il s'appuie. Il est même arrivé que la province de Québec ait ouvert la marche, notamment lorsqu'elle créa l'École des Hautes Études commerciales et les écoles techniques, demeurées des modèles.

Il existe aussi, affiliées ou non aux universités françaises, une école de sciences appliquées dite

école polytechnique, une école de pharmacie, une faculté d'art dentaire, deux écoles des beaux-arts, deux écoles des sciences sociales, économiques et politiques, deux écoles d'agriculture, une école forestière, une école d'industrie laitière, plus de cent écoles ménagères. L'Université de Montréal a établi une faculté de philosophie, une faculté des lettres et une faculté des sciences : leur enseignement prolonge celui de la faculté des arts que diffusent les collèges classiques.

Les bourses d'étude couronnent ces initiatives: le gouvernement de la province et des sociétés envoient chaque année, à Paris, à Londres, à Édimbourg et aux États-Unis des jeunes Canadiens français, à qui d'autres étudiants se joignent à leurs frais. Revenus au pays, ils se livrent à l'enseignement : la moitié du corps savant des universités françaises et des collèges classiques rattache à l'étranger sa formation pédagogique.

Ce mouvement se relie à un ensemble où, sous des formes diverses, le rapprochement s'est fait plus étroit avec l'Europe française. Depuis la *Capricieuse*, inspiration de Crémazie, depuis la création d'un poste consulaire français au Canada et la signature d'un premier traité de commerce avec la France, que de liens nouveaux où notre souvenir s'est repris.

Des conférenciers et des professeurs ont afflué vers nous. La venue de ces maîtres justifie, par l'accord et la pénétration des intelligences, notre ambition d'entretenir en Amérique un foyer de rayonnement français.

Je signale, en passant, l'attention que l'Université de Montréal porte à l'enseignement de l'anglais. Surtout dans le domaine des affaires. A l'École des Hautes Études commerciales, la section de langue anglaise est solidement organisée. Son chef est un Écossais. Il vient de la belle capitale des Highlands, Inverness, qui dispute à Dublin, si je ne me trompe, l'honneur d'être le point du monde où l'anglais est le mieux parlé. Un de ses assistants est du Yorkshire, un autre du Lancashire, le troisième est un Américain de Boston. Ils distribuent largement leurs leçons: le jour, le soir, ou par correspondance. Les élèves éprouvent leur savoir, et non sans succès, dans des débats inter-universitaires et, à leur sortie de l'école, dans la vie où ils s'élancent mieux armés. Je ne sais pas à quel point on pousse l'enseignement du français dans les universités anglaises du Canada, quoique je n'ignore pas que l'on s'y intéresse; mais j'insiste sur la part que nous faisons à l'anglais, par intérêt sans doute, et par souci de culture et d'harmonie.

\* \* \*

Voilà notre formule: garder la culture, la répandre, en faire une valeur pour la nation. Que nous n'ayons pas encore porté nos efforts à leur sommet, il n'importe. L'édifice bâti par nous s'élève et dessine une silhouette où se reconnaît notre génie. L'œuvre est en bonne voie et, sur cette terre où s'empressent des hommes venus de toutes les parties du monde, elle se compare à celles que d'autres traditions animent. Elle a son mérite, issu de ses origines et de notre persévérance. Elle vaut par son essence française. On feint de l'ignorer, même chez les nôtres, par un curieux snobisme qui entraîne vers ceux dont l'habileté, souvent sans art ni délicatesse, éblouit. L'étude et la réflexion nous détournent vite d'un abaissement que seule une étrange faiblesse admet. La civilisation française est noble, généreuse, nuancée; elle est pratique aussi, énergique et créatrice. La vivre, c'est grandir.

Nous avons semblé la ramener à l'école parce que l'école est la seule promesse que nous ayons faite à la Constitution; mais elle ne se borne pas là. Elle passe de l'école dans l'expression de notre être. Nos mœurs, nos attitudes, nos travaux, la réfléchissent. Elle est faite de liberté, plus que d'autres qui se réclament de la liberté. Pétrie de la religion du Juste, qui illumine les plus beaux siècles de son histoire, elle cherche la modération, l'ordre et l'éga-

lité: l'hommage de ceux qui l'utilisent dit assez le bien qu'ils en tirent.

La civilisation se traduit enfin par les créations de l'esprit. M. Moore, dans son livre trop oublié, tire de nos artistes : musiciens, sculpteurs, peintres, architectes ; de nos poètes et de nos prosateurs, un argument auquel nous renvoyons celui qui douterait encore de la valeur de l'intelligence et de l'œuvre de nos idéalistes. Rien de parfait; nous n'avons pas pris l'engagement d'un chef-d'œuvre, mais quelque chose de sérieux, d'honnête, selon l'expression que M. Traquair applique à nos vieilles maisons, et, c'est là que l'on aboutit sans cesse, de comparable.

Elle est encore, cette civilisation que nous offrons de raviver en nous, un signe de la diversité qui préserve notre pays des tentations de l'américanisme, et qui ajoute à l'Empire britannique, fondé sur des libertés, une force qui l'aide à se maintenir. En restant nous-mêmes, nous servons les plus hauts intérêts. On le sait, là où l'on se préoccupe encore de l'avenir; que ne le sait-on mieux ici même, où l'avenir se joue? Disparaisse le groupe français du Canada avec ses traits, son caractère et son esprit, et l'Amérique britannique du nord, retenue encore par le loyalisme de Toronto aux destinées anglaises,

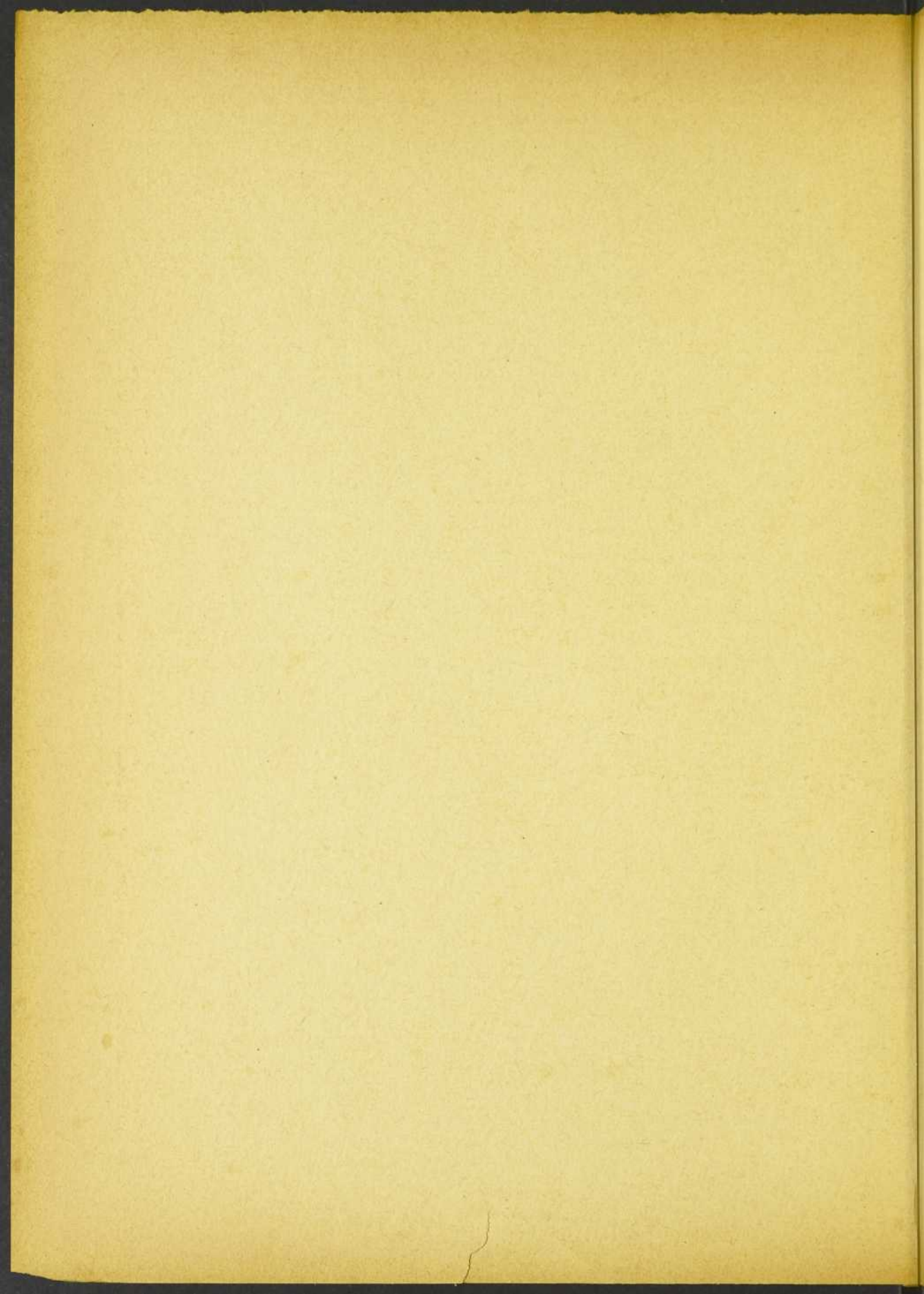
que l'Est et l'Ouest détourneront peut-être un jour, est entraînée vers l'inconnu. L'unité vraie et solide n'est possible que dans l'épanouissement des dissemblances; une seule religion, une seule langue, c'est demain l'uniformité américaine. Le progrès de la nation est au même prix. Quelle richesse à tirer d'une collaboration où se rencontrent deux grandes civilisations! Quel spectacle à donner que l'union de pareilles forces au service d'un pays jeune! Quelle chance enfin pour ces deux intelligences de puiser l'une dans l'autre un complément! Car c'est sans doute le bien suprême que nous apportons; celui qui, pour nous et par nous, met à la disposition du monde canadien une pensée dont l'humanité a vécu.

\* \* \*

Notre pays nourrit deux civilisations qui restent distinctes parce qu'elles s'appuient sur des traditions saines. Si ces civilisations ne se reconnaissent pas encore, du moins en aperçoit-on le désir chez quelques-uns de leurs tenants. Pour coopérer, nous devons nous comprendre; et comment nous comprendre sans nous connaître, et sans nous pénétrer de l'esprit de la Confédération?

Regardez généreusement, disait le général Baden-Powell aux boy scouts de plus de trente nations

assemblés. Habitants d'un vaste territoire aux aspects infinis, élargissons notre vision comme l'horizon nous y invite. Le groupe français du Canada, si réduit au lendemain de la conquête, a survécu et s'est multiplié. Il joint à une affection filiale pour son pays d'origine, de l'attachement à la Couronne britannique. Il a donné des preuves de courage et de prévoyance; il a constitué, au sein du dominion et de l'Empire, un élément de la diversité dans l'unité qui distingue la Confédération. Sa valeur vous appartient si vous êtes Canadiens: elle est une part de l'héritage que nous avons tous reçu et que nous transmettrons. Les provinces maritimes possèdent aussi des valeurs qui ajoutent à la puissance et au rayonnement du Canada. Sachons conserver ces richesses sociales: si nous les perdons, le Canada en sera diminué; et la postérité nous blâmera parce que, les ayant possédées, nous les avons laissé périr.



III

L'USINE

---

UN vif intérêt d'humanité s'attache aux fondations coloniales. Décidés à un sort étranger, les hommes emportent vers l'inconnu, avec le souvenir de leur patrie, des aptitudes, des mœurs et, plus profondément, leur sentiment religieux. Quittant leur pays, ils ne se renoncent pas. Leur volonté formée de siècles sollicite, parmi de formidables résistances, les promesses de la sauvagerie. Notre histoire est bien autre chose qu'une succession de dates et de décrets : une période vivante où des traditions germent en terre neuve.

\* \* \*

La légende d'un Canada normand a persisté : simplification que justifient presque nos commencements. De nos pères, les Normands sont arrivés les premiers et les plus nombreux ; mais leur influence, indéniable, rencontre celle des hommes du Perche et du Poitou, de la France du nord et de

l'ouest, à laquelle le Canada se rattache largement. On me l'a rappelé à Poitiers d'où viennent mes ancêtres et où il me semblait être retourné après un très long temps. Avait-on à le faire quand, tout de suite, j'y avais retrouvé nos origines, mieux que dans le splendide anonymat de Paris: sur des figures de chez nous, comme en Saintonge et en Normandie; dans des noms de famille; dans mille traits de mœurs où je communiais d'une âme habituée; dans des mots qui apparentent plus que tout au monde, sans crainte, sans diminution, familièrement.

La France a dirigé vers nous dix mille colons, aussitôt multipliés jusqu'à former un groupe, lié dans le culte de ses traditions. Aventureux, d'humeur gaie, d'une moralité très surveillée, il poursuivit ses desseins parmi les difficultés que suscitaient le climat, la distance et l'homme rouge.

\*  
\* \* \*

Deux tendances dissocient les énergies: l'intérêt commercial, la volonté de stabiliser. Les marchands veulent exploiter leurs privilèges au détriment de la colonisation qui gênerait leur égoïsme: ils poussent à la forêt les coureurs des bois qui rabattent sur l'Europe les précieuses peaux de castor. Malgré les guerres, la course se précipite à travers l'histoire

dans des contrées de plus en plus éloignées, jusqu'à la chute de la colonie que de brillantes victoires n'ont pu que retarder.

Pourtant la tâche s'accomplit. Ceux que la forêt n'attire pas, ou qui ne lui donnent qu'une part de leurs soucis, "s'habituent", ainsi que l'on disait joliment. A l'orée du bois, le long du fleuve, des champs travaillés, des routes, marquent l'emprise de l'homme que la maison perpétue.

Des historiens ont décrit cette colonisation primitive que nous évoquons quand nous la voyons revivre dans nos régions encore vierges. Mais nul mieux que Léon Gérin-Lajoie n'en a révélé la lumière intérieure. Les articles qu'il donna à la *Science sociale* de Paris, à la fin du siècle dernier, sont remarquables d'observation humaine appliquée aux origines, au sens et aux résultats des établissements français dans la vallée du Saint-Laurent.

Car c'est là qu'ils se sont solidifiés. L'œuvre française a encerclé le fleuve et ses tributaires, courant sur le territoire comme les rivières sur la carte. C'est dans la vallée laurentienne et en Acadie que notre race s'est ramassée pour mieux durer. Seules quelques tentatives du côté des grands lacs et du

Mississippi disent l'arrêt des hommes au sein de l'immense espace qui, sans cesse, les appelait ailleurs.

\*  
\* \* \*

La colonisation fut entreprise surtout par les hommes du Perche qui s'installèrent sur la côte de Beauport, dans l'Île d'Orléans et à Lauzon, d'où ils essaimèrent, formant le long du Saint-Laurent, avec ceux de la Normandie et du Poitou, le fond de la population stable. Invité par la pensée de Gérin-Lajoie, j'ai visité le Perche, pays vallonné, quadrillé de haies, livré à la petite culture. Le paysan y connaît les "terres froides et neuves". Il supplée la parcimonie du sol par l'exercice de quelque métier ou l'exode saisonnier vers des provinces voisines, plus riches.

Traditions qui préparent merveilleusement le colon aux exigences du Canada. S'il se laisse tenter par la traite, c'est pour assurer la fidélité que, de longue date, il a jurée à la terre. Il organise ce que Gérin-Lajoie appelle, avec Demolins et l'abbé de Tourville, le "domaine plein" qui se suffit et s'enrichit de sa propre substance: culture mixte, exploitation forestière adjointe aux labours, fabrication à domicile des objets de consommation. Uni sous l'autorité du père et la conduite de la mère, le foyer abrite long-

temps les enfants et, souvent, des parents plus pauvres ou célibataires. L'aîné reçoit le bien paternel comme un lien sacré et les autres enfants, lorsqu'ils se marient, la compensation d'avantages entre vifs. Le voisinage prolonge et intensifie l'action des familles qui s'entraident, groupées dans le travail, la joie ou le deuil. Ces caractères, qui se retrouvent en pays acadien, ont rayonné au cours du XIXe siècle dans l'Ontario et même au Manitoba, au sud de Winnipeg. Les champs allongés restent vides derrière la chaîne de la paroisse ou du *rang* qui borde le chemin. Le peuple, on le sent, s'est rapproché par goût et par instinct de défense. Tout autre est la campagne où se disséminent les colons anglais. On découvre, au centre de la propriété, parmi le touffu des arbres, la maison plus vaste, plus confortable, loin de la route nue. Une ou deux églises, un bureau de poste, quelques magasins, une salle de réunion, désignent les centres où s'anime à l'occasion une vie commune.

La paroisse, au Canada français, s'est établie d'abord sous la forme d'une mission, puis définitivement, comme un refuge. Longtemps le Canadien français y a enfermé ses désirs. Lorsque le vieil esprit d'aventure l'emportait vers des terres nouvelles, il jalonnait sa course de clochers, il "suivait les églises", comme l'écrivait A.N. Montpetit à

propos de Beauharnois. Rappelons-nous les regrets de la mère Chapdelaine à savoir la paroisse si lointaine et, à Pérignonka, au cœur des bois du Nord, la messe, point de départ de l'œuvre immortelle de Louis Hémon.

\* \* \*

Le type se maintenait dans ses traits essentiels, et restait comparable à celui que décrivent les narrations anciennes. Il résista à la tourmente. Avant 1763, la traite était la grande industrie et l'impulsion de Talon avait établi des productions et des échanges. Mais beaucoup de riches et de notables passèrent les mers après la conquête et les Canadiens français, "dépatriés", furent ramenés à eux-mêmes. Il leur restait la terre.

Pour eux, c'était presque le dénuement et il sied de le rappeler au moment de mesurer l'effort économique de l'élément français. C'était le dénuement à côté des richesses que les Anglais allaient récolter. Point d'histoire aujourd'hui dévoilé: la population nouvelle, au commencement du régime britannique, a capté les sources de fortune, s'est fait attribuer quantité de terres, a exploité les services publics, reçu l'appui généreux d'un capital déjà formé et, plus tard, l'appoint d'une immigration

intense. Cet argument ne tranche pas le problème de notre collaboration dans l'ordre matériel, mais il atténue singulièrement notre prétendue infériorité.

Il explique en tout cas que le Canadien français se soit attaché à son champ dont il restait le maître, l'exploitant suivant des procédés qui lui venaient des ancêtres. Cette existence simple, routinière, têtue, entraînait certes des faiblesses, mais qu'il est facile d'exagérer si l'on n'en apprécie pas les causes et si l'on en méconnaît le caractère.

L'avance a-t-elle été si rapide ailleurs?

Au Nouveau-Brunswick, l'inexpérience des colons et la prédominance de l'industrie forestière ont longtemps retardé l'essor de l'agriculture. Les Français, en Nouvelle-Écosse, ont conquis le sol sur l'océan, disputé le marécage à la mer. Ceux qui leur succédèrent, Allemands, Anglais, Écossais, connurent aussi des temps difficiles. Dans l'Ontario, les Loyalistes étaient dépourvus de tout. "Les colons dépendaient du pouvoir militaire; il n'avaient ni outils, ni semences", écrit C.C. James. Il ajoute: "On ne se rend pas bien compte, aujourd'hui, des conditions où les *United Empire Loyalists* ont vécu dans les forêts et des privations qu'ils subirent. Pendant

trente ans, leur travail consista à défricher la terre, à augmenter l'étendue de leurs champs de blé, à améliorer leur habitation et leur ameublement. Sans l'aide du gouvernement, la vie eût été impossible. Ce fut l'âge héroïque du Haut-Canada".

Les provinces ont parfois dû leur avancement à un homme, comme en Nouvelle-Écosse, où John Young exerça une action légendaire; plus souvent à l'initiative de sociétés ou de groupes; à l'expérience de pays plus avancés; à l'établissement d'écoles professionnelles, de fermes expérimentales et de stations agricoles; à la dissémination des agronomes; à des expositions; à des recherches sur les méthodes de vente; à l'introduction d'industries spécialisées ou à un meilleur usage du matériel agricole.

Mais les choses se passèrent ainsi dans la province de Québec! Après de durs commencements où les paysans ont réussi à s'établir, elle a pris, avec l'appui du gouvernement et de l'opinion, et parfois avant les autres provinces, des mesures pour opposer à l'insuffisance relative du passé des succès qui la classent au troisième rang, après l'Ontario et la Saskatchewan. "La province de Québec, rappelait le sénateur Belcourt, possède vingt fermes expérimentales, cinquante écoles ménagères, vingt-huit centres pour l'amélioration de la culture fruitière

tière, vingt-trois champs de démonstration, trois cent cinquante sociétés coopératives, vingt-cinq sociétés d'horticulture, quinze cercles de fermiers, une association de cultivateurs. Cent agronomes sont à la disposition des producteurs." Quelle raison a-t-on de traiter d'arriérée une province qui manifeste de pareilles dispositions?

Pour Gérin-Lajoie, le régime agricole de la province de Québec ne manque ni d'unité, ni d'indépendance, ni même de puissance, mais il ne favorise pas la spécialisation, borne l'intérêt aux petites exploitations et retient les ambitions dans le cadre habituel de la paroisse. Dans les villes, qui se développent lentement, subsiste bien une élite professionnelle distinguée, mais elle n'a pas d'audace; la classe patronale n'existe guère; il y a peu d'associations ou de fondations; on y remarque une inclination paresseuse au paternalisme, des administrations parfois inhabiles et, en général, une insouciance prononcée pour les arts usuels. Gérin-Lajoie compare en passant l'habitant au *highlander*, "moins paysan" pourtant, moins fermement adonné à la culture, plus porté vers l'action. Ils se ressemblent toutefois; et, quand ils ont été en contact, le Canadien a "absorbé ou évincé l'autre". Le *lowlander* est mieux organisé, compte davantage sur le travail salarié, sur les mouvements de la vie publique et fait preuve

d'initiative. C'est le particulariste. L'auteur le propose en exemple à ses compatriotes. Sans se dénationaliser, les Canadiens français pourraient se montrer plus pratiques et plus fervents de progrès, se livrer à des entreprises plus diverses. Il ne laissait pas d'ailleurs toute espérance. La fin de ses articles signale des indices de réveil. Les transports, l'essor des industries, la consolidation des fortunes, influeront "du dehors" — c'est son expression —, sur le groupe et le détermineront à une activité décisive.



L'événement lui a donné raison. Les Canadiens français sont entrés dans la carrière économique. On le sait trop peu à l'étranger et ici même, parmi nos concitoyens d'origine anglo-saxonne; et plusieurs en sont restés au temps où l'argent des autres semblait nous vouer à des fonctions subalternes. Nous avons participé à notre manière, par des moyens que nous nous sommes façonnés, au remarquable développement qui a caractérisé notre pays depuis trente ou quarante ans.

L'agriculture s'est transformée. Si les Canadiens ont été lents à renouveler leurs méthodes, du moins ont-ils suivi, leur jour venu, les voies dans lesquelles les provinces anglaises s'étaient naguère engagées.

Les résultats ne furent pas toujours complets, ni toujours satisfaisantes les tentatives; mais l'effort réalisé oppose tout de même aux pénuries du passé d'incontestables progrès, qui classent notre province en bonne place.

Dans l'industrie, elle atteint le second rang; et le cinquième, dans la production minière où elle se prépare un splendide avenir; déjà elle dépasse tous les pays pour l'asbeste. En 1870 s'établissait à Windsor Mills le premier moulin à papier: la province est aujourd'hui le plus grand fournisseur de pulpe; ses forêts inépuisables alimentent une vaste industrie; et elle disposera, quand elle le voudra, de sa formidable puissance en chevaux-vapeur. Ces œuvres ne sont pas l'apanage du capitaliste anglais ou américain; nombre de Canadiens français y participent et, dans la vie de ces entreprises, l'effort d'une population rangée apporte, ne l'oublions pas, l'élément constructeur.

Des industries canadiennes-françaises sont nées; trop peu, il est vrai, ou trop faibles devant la concurrence. Le travail de la terre a dégagé un capital liquide que l'on a fait fructifier dans le commerce, dans les spéculations immobilières, à la Bourse. Il existe un portefeuille et les nôtres prennent part, à titre d'actionnaires et d'obligataires, au mou-

vement qui les entoure. Il existe une finance : nos banques, dont l'une est la cinquième des institutions canadiennes, nos agents de change, nos placiers en valeurs mobilières, ont drainé l'épargne populaire, encore hésitante et souvent bourrue. Une fortune s'est constituée, évaluée par Olivar Asselin à près de trois milliards et demi, insuffisante si on la compare, consolante si on en considère les dures origines. On dénombre des millionnaires. Il reste le travail, notre lot ordinaire depuis des siècles, mais sans quoi, on l'oublie là où on en profite, rien ne s'accomplirait, et qui demeure pour nous la seule force d'émancipation.

Gérin-Lajoie déplorait les lacunes de nos administrations publiques, autre vice congénital de notre organisme appauvri par la lutte. S'il avait raison, la régénérescence à laquelle nous assistons n'en offre que plus de mérite. Les finances de la province française sont prospères, grâce surtout au monopole des alcools, que les autres provinces du dominion ont fini par nous emprunter, de pudeur lasse. L'impôt alimente l'instruction, qui prend peu à peu sa place parmi nos soucis, trop longtemps imprégnés de la seule politique de parti. L'assistance publique soutient plus vigoureusement les œuvres d'hospitalisation; et l'hygiène en aura sans doute sa part le jour où nous comprendrons que c'est encore défen-

dre nos droits et fortifier notre influence que de combattre les maladies qui nous déciment.

Tous ces progrès — et d'autres encore, comme l'enseignement spécialisé, le nombre accru des associations, l'essor de la colonisation dû au clergé — Gérin-Lajoie les a soulignés dans *l'Amérique latine*, en 1924. Il s'en réjouit à bon droit, lui qui avait été presque pris à partie pour avoir parlé de particularisme. Il n'y voyait pas un danger pour notre caractère ethnique, mais une vigueur propre à fortifier nos résistances. C'est l'essentiel. La richesse, utilisée avec sagesse, nous sera d'un puissant secours, à la condition de nous y intéresser nationalement, si j'ose dire, d'en organiser la poursuite, de nous plier aux disciplines que la pratique ne remplace pas toujours, de méditer la leçon des concurrences qui nous dépossèdent, et d'apprendre enfin à substituer à de stériles lamentations une action positive et solidaire, fondée sur une doctrine.

\* \* \*

La richesse, William-Henry Moore le fait remarquer, n'est pas l'actif le plus important d'un peuple. Quoique l'argent soit indispensable, il y a, dans des pays comme l'Angleterre ou la France, mieux que la puissance économique: les valeurs sociales, les

qualités ethniques, les vertus individuelles, les sentiments et les habitudes qui façonnent une nation forte.

Ceux qui connaissent le Canada français savent que les richesses morales y abondent. Mais notre province est souvent mal jugée par des gens qui visitent à la hâte une ou deux de nos villes, vivent dans les hôtels, pratiquent les autocars, et considèrent les racontars qu'ils tiennent des étrangers, ou les incidents dont ils sont les témoins sommaires, comme d'irréfutables arguments. D'autres nous arrivent emplis de préventions et jugent une population typique comme si elle devait ressembler à celles qui sont coulées dans le moule de la standardisation. Ces opinions révèlent l'inintelligence de ce qui constitue l'originalité. On recueillerait dans les revues, voire dans des livres d'allure scientifique, d'incroyables faussetés prononcées avec aplomb.

Nous sommes habitués à ces fureurs qui ont des raisons inavouées. D'ailleurs, combien varient les appréciations dont nous sommes l'objet! En certains cas, on ne verra chez nous qu'une infériorité méprisable; en d'autres occasions, nous bénéficierons d'exaltations poétiques.

Le pis est que les propos injurieux viennent parfois de professeurs d'universités, et sont émis sur

un ton doctrinal, au nom de la sociologie. Quelle sociologie? Et fondée sur quelles valeurs? Sur la religion, la famille, le sentiment de l'ordre, les traits de race, le devoir social? L'observation des critiques improvisés plonge-t-elle aussi profondément? A quoi comparent-ils la civilisation qu'ils jugent avec impertinence? A la leur? Condamnerons-nous New-York sur ses bas-fonds; ou le progrès américain sur les actes des gangsters? Dresserons-nous contre les États-Unis la chronique judiciaire, ou la tenue de quelques-uns de leurs citoyens dans les rues de Montréal ou de Paris? Est-ce que seul compte le facteur richesse, quand la société pourrit sous le manteau de l'hypocrisie?

Heureusement d'autres esprits, plus proches de la vérité humaine, dépeignent le Canada français sous ses couleurs simples. Je pense à Louis Hémon. Que de fois on m'a demandé, en Europe, si *Maria Chapdelaine* symbolisait le Canada français, si notre population se reflétait dans ce roman. Lloyd George me posa cette question à Gênes, en 1922, et de façon sympathique car il est lui-même très fier de ses traditions galloises. *Maria Chapdelaine* n'est pas l'histoire mais, comme son sous-titre le dit, une histoire du Canada français. Des personnes se sont émues que la province de Québec soit ainsi réduite à une maisonnette au fond des bois, ensevelie durant

de longs mois sous la neige et la glace, quand elle est humanisée, quand une des grandes villes d'Amérique s'y déploie où l'activité mondaine révèle plus de civilisation que dans bien des centres de ce continent. Là n'est pas la question. Maria personnifie la fidélité canadienne-française. Son père est le type du colon. Il est aventureux, quand la mère Chapdelaine, sédentaire, souhaite vivre au village, près de l'église et non loin du chemin de fer.

Maria vit donc dans la forêt du Nord, occupée à des travaux domestiques, n'ayant guère de distractions sinon la messe dans un bourg lointain et la visite de quelques jeunes gens. Le premier, celui que la jeune fille aime, François Paradis, a lui aussi l'esprit d'aventure: il s'égare un jour, et on ne sait plus rien de lui. L'autre, Éphrem Surprenant, exalte quand il parle à Maria tout ce que représente à l'enfant des bois une ville américaine, avec ses cinémas et sa grand'rue éclairée à profusion. Elle ne cède pas à la tentation, quoique la mort de sa mère lui laisse un dur devoir et que la terre soit une terre âpre, une terre de misère et de peine. Elle entend la voix du vieux Québec:

“Nous sommes venus il y a trois cents ans, et nous sommes restés... Ceux qui nous ont amenés ici pourraient revenir parmi nous sans amertume

et sans chagrin, car s'il est vrai que nous n'ayons guère appris, assurément nous n'avons rien oublié. Nous avons apporté d'outre-mer nos prières et nos chansons: elles sont toujours les mêmes. Nous avons apporté dans nos poitrines le cœur des hommes de notre pays, vaillant et vif, aussi prompt à la pitié qu'au rire, le cœur le plus humain de tous les cœurs humains: il n'a pas changé. Nous avons marqué un plan du continent nouveau, de Gaspé à Montréal, de Saint-Jean d'Iberville à l'Ungava, en disant: ici toutes les choses que nous avons apportées avec nous, notre culte, notre langue, nos vertus et jusqu'à nos faiblesses deviennent des choses sacrées, intangibles, et qui devront demeurer jusqu'à la fin."

Et Maria Chapdelaine se tourne vers son troisième amoureux, Eutrope Gagnon, qui a accepté la destinée de sa race en restant fidèle à la terre natale, et elle dit: "Si vous voulez, je vous marierai comme vous m'avez demandé, le printemps d'après ce printemps-ci, quand les hommes reviendront des bois pour les semailles."

Voilà où réside la force suprême de cette émouvante histoire. Maria Chapdelaine est, comme ceux qui ont conquis le sol, vraiment canadienne. Canadiens, c'est ce que nous avons le plus besoin d'être aujourd'hui, dans chaque province. Le pays change

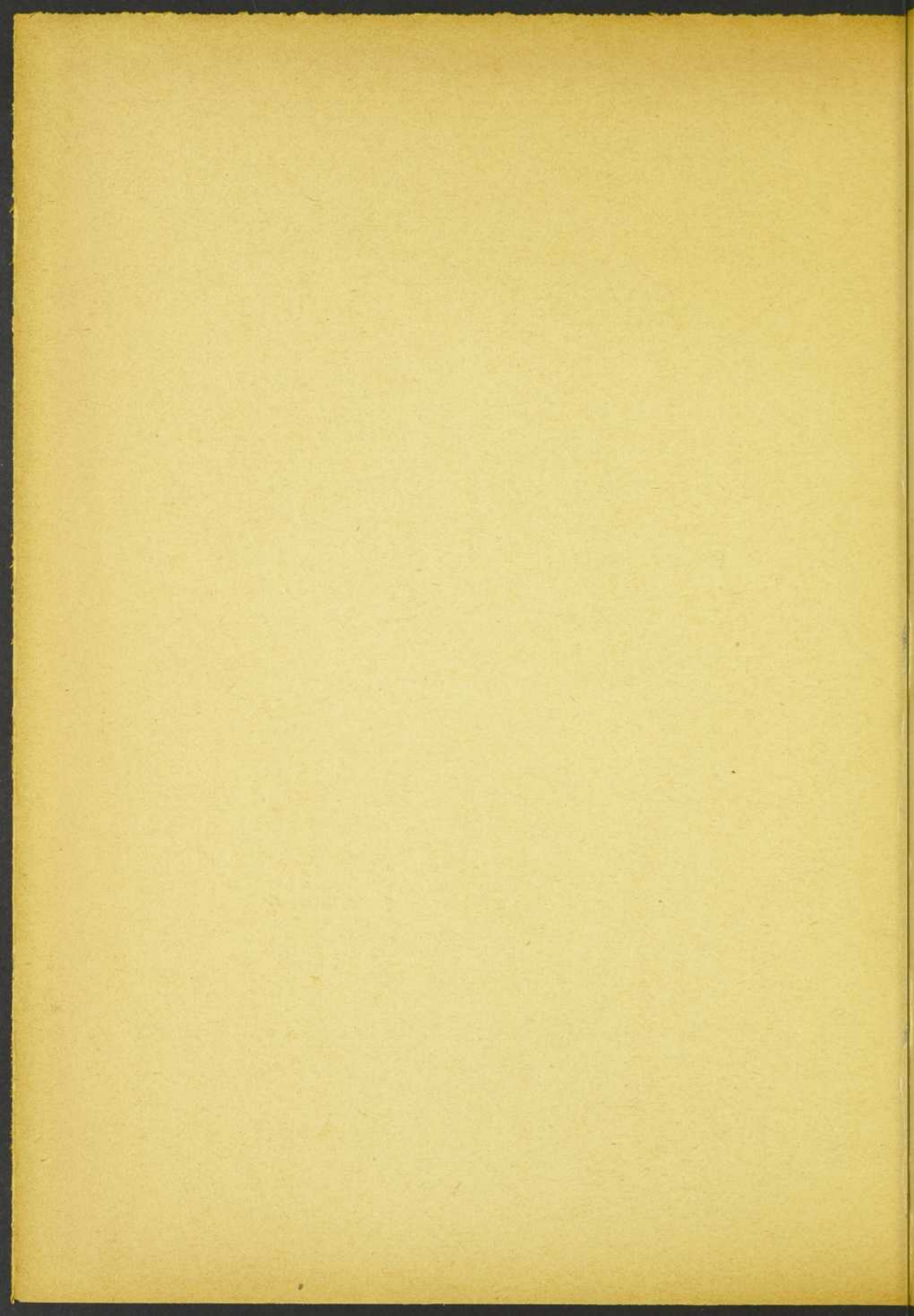
avec rapidité. Seize pour cent de sa population est d'origine étrangère. Et pourtant nous demandons des hommes au reste du monde. Nous réclamons aussi du capital, de l'argent. Nous sollicitons un progrès économique qui nous rapproche de nos voisins du sud, jusqu'à nous confondre avec eux.

Le Canada, sans aucun doute, a besoin d'hommes et de capitaux. Mais s'il veut demeurer ce qu'il a toujours été, qu'il garde son caractère; qu'il soit fidèle à ses fils; qu'il exploite ses propres ressources. Le Français, au Canada, est la tradition canadienne vivante.

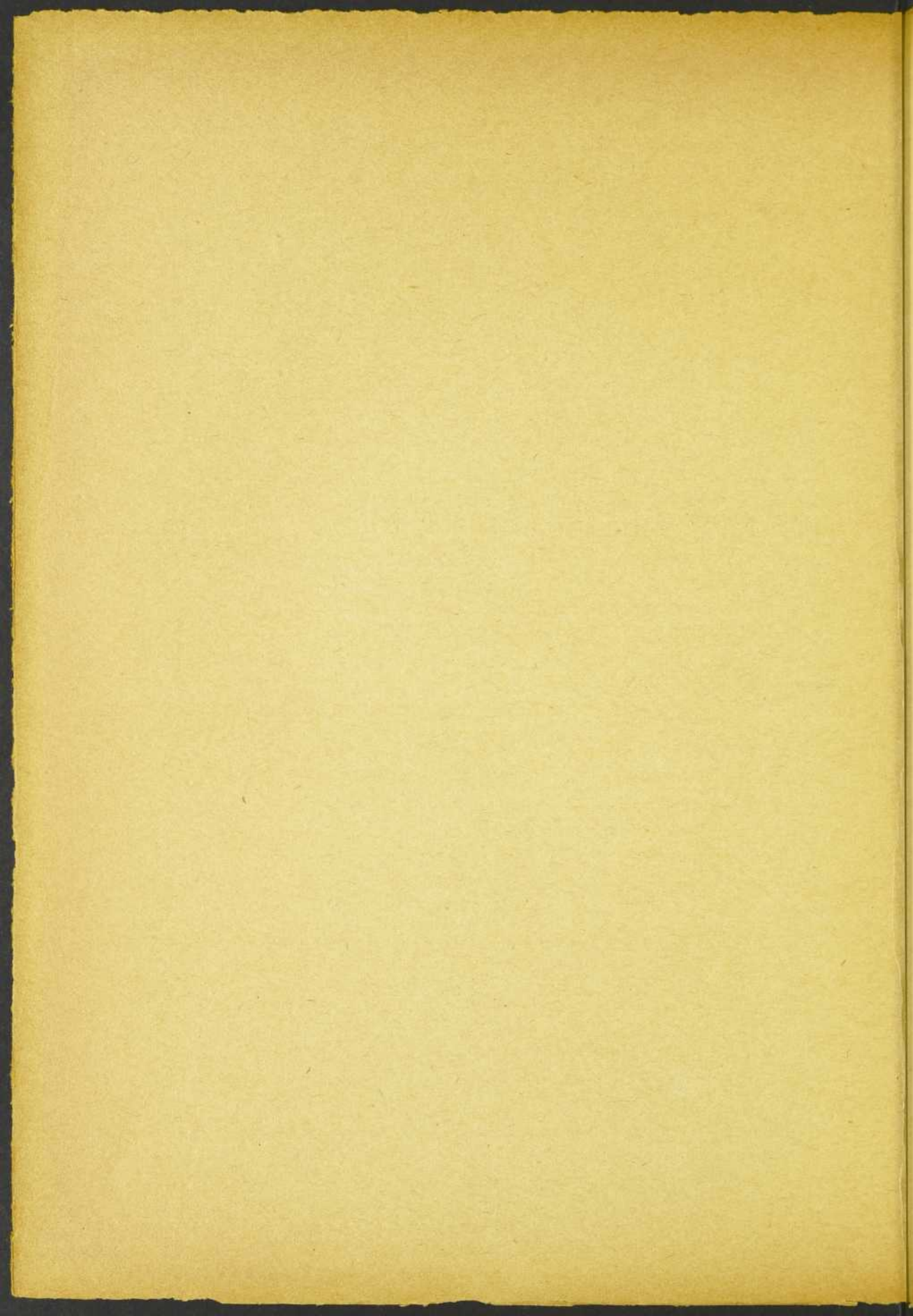
Sir Andrew McPhail l'a compris qui a vécu des années parmi les Canadiens français; et, malgré la crainte d'alourdir ces pages de citations, je m'en voudrais de ne pas retenir de ce gentilhomme un témoignage qui console de l'arrogance parvenue: "Ce sont seulement ceux qui ignorent l'histoire qui s'étonnent de la force silencieuse de Québec. L'héroïsme, la beauté, l'esprit chevaleresque des colons français sont devenus légendaires. On parle comme si ces vertus avaient repassé les mers après la capitulation. La vérité est qu'elles sont demeurées. On les retrouve chez un guide des lacs du Nord, chez l'artisan qui exerce son métier dans sa maison, chez l'habitant qui donne l'hospitalité pour la nuit. Celui

qui sait regarder Québec y découvre la survivance de l'ancien régime dans la magistrature, dans le clergé, au Parlement, dans les professions libérales, dans les salles de rédaction."

On en dirait autant de la population de descendance anglaise qui garde des vertus dont la nation se grandit. Pourquoi dès lors hésiter? Ayons le souci et l'orgueil d'être nous-mêmes; et laissons de côté l'égoïsme et les préjugés, l'étroitesse d'esprit et l'antagonisme inné, pour nous lancer dans l'instimable aventure de comprendre les autres. C'est pour nous la chose la plus importante parce qu'elle intéresse les hommes qui viendront après nous: veiller à ce qu'aucune des richesses qui nous appartiennent par droit d'héritage ne soit perdue pour ceux qui, poursuivant nos travaux, en auront un besoin plus urgent, sinon plus désespéré.



ANGLAIS—FRANÇAIS



ANGLAIS — FRANÇAIS

---

**N**OUS allons notre chemin en vivant sur nos réserves. La France nous a donné huit ou dix mille hommes dont nous avons multiplié la chair: notre survivance physique est un fait. Mais notre philosophie est courte, si elle existe; j'entends, si même elle est exprimée. Nous vivons peu par l'esprit; et nous allons voir que, pour l'espèce d'êtres que nous sommes, c'est un mal.

Il nous manque un "climat de culture" propre à entretenir les valeurs que nous tenons de nos origines. Nous distribuons un enseignement, honnête dans ses intentions, mais trop rigide dans sa fidélité au passé et qui reste encore accroché au dix-septième siècle. Je ne lui reproche pas ses traditions, mais bien de ne pas les assouplir à l'ambiance qui nous emporte vers des destinées auxquelles nous demeurons mal préparés.

Nous nous sommes donné à pleines mains l'illusion des programmes. Tout y est. Ils vont de pair avec le progrès moderne et, à les lire, on se sent rassuré : histoire, géographie, sciences naturelles, science sociale sinon science économique, civisme. Mais ces sources d'observation et ces règles de conduite, dont on admet en théorie l'abondance et la nécessité, sont-elles utilisées?

Ce sujet: *Anglais, Français, les conséquences pratiques de deux psychologies*, relève de l'histoire et de la géographie, c'est-à-dire, de la science sociale entendue dans le sens large. Il comporte les éléments fondamentaux de la nation canadienne. L'avons-nous abordé de plein? Notre connaissance de l'Anglais est-elle raisonnée? Ne résulte-t-elle pas d'observations superficielles ou d'à peu près répétés à l'infini et que nous prenons pour des certitudes? Méditons-nous sur le caractère du Français? Ici encore, n'obéissons-nous pas à des sentiments que des rencontres passagères ont faussés?

Notre appréciation de l'Anglais se fonde sur des faits historiques ou actuels, sans s'inquiéter des causes qui ont provoqué ces faits, de l'instinct qui s'est mué en idées motrices. Quels avantages nous apporterait pourtant un commerce plus attentif de nos compatriotes anglo-saxons! Nos attitudes se-

raient plus sûrement inspirées. Nous nous adap-  
terions au milieu, d'une volonté éclairée, au lieu de  
nous soumettre aux événements avec une sorte de  
passivité admirative.

\* \* \*

La psychologie des peuples, si recommandable,  
n'est pas facile. Elle résulte d'observations répétées  
et de patientes synthèses, et non d'impressions de  
surface aussitôt généralisées. On peut entreprendre  
cette longue recherche, à la condition d'avoir sous  
la main les éléments voulus. Or, nous ne les avons  
pas. Le type anglo-saxon que le sort nous a donné  
pour voisin est, comme le nôtre, éloigné de ses ori-  
gines et plongé dans des horizons nouveaux où il est  
fort possible qu'il modifie ses traits essentiels. Mais  
le portrait de "l'Anglais de Londres", comme nous  
disons, une fois brossé et placé devant nous, il suf-  
fira d'en rapprocher celui de "l'Anglais colonial"  
que nous rencontrons chaque jour, pour juger de sa  
fidélité ou pour reconnaître son hérédité accentuée.  
L'aventure vaut d'être tentée.

Il nous faut donc un guide. Le hasard d'un voya-  
ge en France m'en a fourni un, très au courant des  
choses d'Angleterre et de France, d'une fréquenta-  
tion agréable et d'une prudente sagacité. Ses juge-

ments qui paraissent arrêtés, trop portés au parallélisme, sont corrigés par un sens des nuances qui nous livre surtout les "dominantes" et atténue les chances d'erreur. Je les ai appliqués plusieurs fois, avec la satisfaction d'en éprouver la vérité, aux Anglo-Canadiens, voire aux Américains, qui ont plus évolué. Il s'agit de Salvador de Madariaga. Espagnol, il fit ses études en France, devint professeur à Oxford et finit par passer à la Société des Nations. Voilà pour le moins des titres à l'autorité. Son livre : *Anglais, Français, Espagnols*, paru en 1930, campe ces trois types d'hommes dans leurs gestes instinctifs. Laissons, à regret, tomber l'Espagnol dont l'individualisme de passion nous inspirerait d'utiles réflexions, pour nous en tenir à l'Anglais et au Français.

Le langage de Madariaga, surtout dans la première partie qui fait office de théorie, prend, sans excès, une teinte scientifique. Il écarte toute affirmation hâtive et corrige, parfois à notre étonnement, des opinions courantes, sur l'hypocrisie de l'Anglais, par exemple, ou la *furia francese*. Nous sommes donc au-dessus des boutades, comme celles de Rivarol: "l'Anglais a deux mains gauches"; ou celle, plus cynique, du Pringle, de Chesterton:

*Oh how I love my fellow-man  
With love both pure and Pringlish,  
But how I hate those horrid French  
Because they are not English.*

Avant de m'engager, à la suite de Madariaga, dans l'analyse objective des Anglais et des Français, je transcris une page de Louis Cazamian, un des psychologues de France qui ont le plus pratiqué l'âme nue de l'Angleterre. Ce n'est pas un hors-d'œuvre, mais une préparation, une "invitation" à un voyage plus poussé. Dans cette page, d'ailleurs, on retrouve notre propre sentiment à l'égard de l'Anglais, tel que nous aurions cherché à l'exprimer; en sorte qu'elle va nous servir de point de départ *naturel*, si je puis dire, vers une connaissance plus ferme et de fructueuses désillusions:

"Nous les regardons passer. On les reconnaît presque toujours au premier coup d'œil: corps maigres et osseux, têtes longues aux énergiques mâchoires; un air de froideur où nous lisons comme un orgueil engourdi...

"Que pensent-ils? Nous ne savons: leur visage est fermé. Les connaissons-nous? Fort mal; leur langue est si étrangère et si exigeante; leur pays, si proche, est si lointain. Devant nous, ils semblent

gênés, et nous nous sentons devant eux provoqués à être agressivement nous-mêmes. En vérité, nous ne les comprenons pas; leur âme nous est plus distante que celle des autres peuples.

“Comme nation, ils nous inspirent des sentiments mêlés; des images contradictoires se lèvent en nous. Le fond héréditaire de méfiance n'a pas disparu, surtout en certaines provinces; les vagues souvenirs de la guerre de Cent ans, de la longue lutte maritime et coloniale, traînent à l'arrière-plan des mémoires. De l'estime, cependant, de l'admiration pour une race forte, un peuple vigoureusement pratique, qui a fait plusieurs choses capitales: le régime parlementaire, le plus vaste empire du monde, la grande industrie. Un prestige entoure parmi nous la figure traditionnelle de l'Anglais, original, flegmatique, “gentleman”. Nous sentons quelque chose de sûr et de ferme dans le caractère de ce peuple; il est viril et majeur; il est capable de se conduire.”

Mais quittons cette prose nourrie de sentiments où deux peuples se mesurent, pour nous élever jusqu'aux sérénités de la psychologie où se détache le type pur.

\* \* \*

L'Anglais est avant tout un homme d'action: il tend vers l'action “comme l'abeille va à la fleur”.

Nous avons donc raison de le considérer comme un être pratique; mais il faut ajouter à ce jugement trop bref que le sens pratique dont nous sentons la présence, qui nous saisit comme la sarabanne enserre une fleur, est fondé sur un irrésistible instinct. L'Anglais ne s'embarrasse pas de théorie, ni de plan préconçu. La pensée inspiratrice, l'ordonnance logique, il les redoute. La vie est son maître. Il la reconnaît plus puissante que lui, et sa force est de savoir l'utiliser. Il obéit aux faits dont il tisse l'expérience; sa volonté épouse les sinuosités du réel. Il veut des résultats. Son utilitarisme, son matérialisme, lui font envisager surtout un rendement solide. Mais il n'est pas pour cela dénué de moralité ni de désintéressement. On donnerait mille exemples de sa charité, de son action sociale, de son dévouement à la chose publique.

D'où lui vient cette détermination d'autant plus remarquable qu'elle est moins compliquée? De l'école sans doute, qui chauffe la volonté de l'Anglais après l'avoir dépouillée; mais l'école, observe Madariaga, est ainsi parce qu'elle est anglaise, en sorte que l'on revient à la tendance initiale du type vers l'action.

Chose certaine, l'Anglais est élevé dans la rigidité du *self-control*. Regardons-le, même au Canada:

quel flegme! Pas un muscle de sa figure qui trahisse le feu intérieur, parfois intense. L'Anglais est dompté. Dès son enfance, on lui apprend à surmonter ses passions au profit de sa volonté. La *public-school*, et même l'université, lui enseignent l'histoire, règle des traditions, la langue anglaise pour qu'il subisse l'expression propre à son groupe, et les sciences qu'il faut posséder pour réussir. Formation rudimentaire à nos yeux de Français, qui tenons à la culture générale au point de lui sacrifier le succès. Qu'on ne me fasse pas dire, surtout, que je blâme notre attitude! Je constate seulement que le temps que nous consacrons aux humanités, c'est-à-dire à l'intelligence, l'Anglais, notre compétiteur, le donne aux études spécialisées, c'est-à-dire à la volonté. Cela doit être. N'y aurait-il pas lieu, cependant, de tenter une adaptation des deux formules en dirigeant la culture générale, qui nous est nécessaire comme le pain quotidien, vers le caractère et l'action plutôt que de la laisser planer sur les ruines d'Athènes ou sur le forum romain, aujourd'hui dégagé d'ailleurs comme un signe de renaissance? Dans ce passé d'une gloire virile, que cherchons-nous? Une raison de mourir ou d'espérer? "Nous n'avons pas d'argent, me disait un ami dans un moment de mélancolie, pas de belles maisons, de parcs riants, de firmes puissantes, mais nous sommes *ben*

*fms.*” Piètre consolation! Si encore elle nous apportait le baume de la vérité!

L'Anglais, “résolu jusqu'à la domination, à moins que les faits ne soient contre lui,” assoiffé d'action, et convaincu de sa supériorité comme s'il formait un îlot à part dans le genre humain, ajoute à ses forces innées un sens aigu de la solidarité.

Écoutons Madariaga: “Un mauvais plaisant a dit: Un Anglais, un imbécile; deux Anglais, un match de football; trois Anglais, l'Empire britannique. C'est bien vu, mais déplorablement dit. Le premier terme de cette épigramme n'est pas seulement discourtois: il est absurde... Le deuxième terme est déjà meilleur, le match est peut-être un des phénomènes sociaux les plus révélateurs du caractère anglais. Quant au troisième, il est admirable et ne pêche que par sa modestie. Contrairement à ce que semble croire l'auteur de l'épigramme, il n'est nullement nécessaire de réunir trois Anglais pour faire l'Empire britannique: un seul suffit.”

L'Anglais détient “le génie de l'organisation spontanée”. On le constate en Angleterre par l'épanouissement des institutions municipales; mais, même transplanté, en Amérique par exemple, le type assure aussitôt avec rigueur la gestion des intérêts

communs, dût-il un jour en faire jaillir l'indépendance à l'égard de la mère-patrie. Un instinct de ruche. L'Anglais, fût-il seul, porte donc en lui le germe d'un empire. Il bâtit à coup sûr, grâce à un élan vital vers la collaboration, source de rendement positif. Reprenons le match de football qui nous est familier. Chaque joueur, déjà dressé par le *self-control*, veut être une unité qui compte, en concourant au succès de l'équipe. Il surveille ses mouvements, il sait les "combiner", comme nous disons, alors que le Français, plus brillant, s'abandonne à un jeu individuel. Voilà le fameux *team-work*, le travail d'équipe: collaboration constructive. Puis l'Anglais s'oppose de toute son énergie au camp adverse pour que la partie reste à ses camarades, mais aussi pour qu'elle soit réussie, qu'elle vaille la peine d'être vue et, perdue ou non, soit une belle chose. Cette fois, nous touchons à l'"opposition constructive", point extrême d'une union des forces pour le triomphe de la valeur britannique.

Ainsi d'ailleurs au parlement, le second exemple que donne Madariaga. Deux partis en présence, deux équipes politiques, se livrent à un match d'éloquence sous l'œil de l'*arbitre-speaker*. L'opposition tance le pouvoir avec entrain, rarement avec violence, car les hommes sont rompus à la froideur et

l'humour sert de soupape à leurs passions; le pouvoir rétorque avec la même dignité aiguisée de sarcasme. Un mot brutal fait scandale au point de passer dans l'histoire. C'est une joute à laquelle les adversaires prennent un plaisir sportif. Les arguments posés, les bouches closes, la lutte est terminée et le travail peut commencer. Le champ est libre. L'opposition, satisfaite des coups qu'elle a donnés pour l'édification de l'électeur, laisse le pouvoir agir à sa guise. Bataille constructive menée par des hommes qui exercent leurs muscles, mais qui savent que la parole est vaine si elle ne conduit pas à l'action.

La collaboration spontanée, qui trouve sa source dans l'individu, se dilue en quelque sorte dans la société anglaise et la coagule en une masse solidement soumise aux lois collectives. Toute la nation apparaît, ordonnée comme une équipe. Chaque pièce est fidèle "à l'axe autour duquel elle doit tourner" et chaque Anglais oriente ses mouvements dans le sens des "coopérations sociales". Et cette qualité grégaire entraîne les hommes "vers un but unique, par un sentiment unique du service social". Solidarité d'autant plus redoutable qu'elle est instinctive ou cultivée dans l'œuf; qu'elle agit sans préoccupation de logique et sous la seule dictée des événements; et qu'elle est surveillée par le *self-cons*

*ciousness*, mot intraduisible qui exprime les exigences constantes de la collectivité à l'égard du contrôle individuel.

Tout cela ne se produirait pas sans le *fair-play*. A l'intérieur de l'équipe, pour que le joueur donne sa pleine valeur, il faut que ses mouvements soient facilités dans la souple contrainte du jeu. On ne voit guère un équipier brimer un camarade ou briser son élan. Les chances doivent être pesées. Entre les équipes, l'arbitre applique, avec la plus stricte justice, les règles de la joute. Une faveur ferait scandale; et, si le cinéma en imagine, c'est précisément pour venger l'éthique du sport en assurant la victoire du bon jeune homme sur le *vilain*. Le *fair-play*, c'est la lutte à armes égales, pour la beauté du spectacle. Étendu à l'être social, il devient la liberté où se poursuit "l'opposition collaboratrice".

D'où vient que l'Anglais ne nous applique pas toujours, à moins que les faits ne l'y contraignent, le fameux *fair-play*. Il y a contradiction entre le mot, lourd de promesses, et la réalité dépourvue de largesse. Il est rare, et quand cela arrive c'est par intérêt le plus souvent, qu'un des nôtres soit appelé à un poste de tout premier plan dans une entreprise anglaise. Les prébendes de l'administration fédérale sont réservées avec un soin conscient et organisé à

nos compatriotes anglo-saxons. On ne nous abandonne pas volontiers l'industrie ni le commerce, encore moins les finances, à moins que l'intérêt encore ne commande de desserrer une maille du filet dans l'espoir de capturer une plus grosse marée. Nos droits politiques, a-t-on mis assez de temps à les reconnaître, de guerre lasse et sans élan, et parce que les faits ont fini par nous donner raison et par tirer le *fair-play* de ses retranchements.

Car il a des retranchements, et c'est une des choses les plus intéressantes que nous dévoile la conversation de Madariaga. Le *fair-play* s'arrête aux limites du groupe. A l'étranger, l'Anglais en garde bien "quelque pli"; mais, sorti de son milieu qui est sa raison d'être, *désinsularisé*, il se contracte et la loi d'entr'aide reste sans vertu. N'est-ce pas ce qui se produit dans nos parties de *hockey*? Qu'une équipe anglophone ou supposée telle — car dans les équipes de *hockey* comme dans les régiments formés pendant la guerre, il y a, sous des couleurs anglaises, bien des noms français — se mesure avec une équipe canadienne-française, les partisans se divisent avec netteté. Les spectateurs anglais s'opposent au camp français. Même si ses adversaires sont des Américains. Lorsque les deux équipes sont de Montréal, l'une légère et indépendante d'allure, l'autre lourde d'épaules et le front barré, le parti-

pris monte au paroxysme. Le *fair-play* s'arrête aux nationaux. Mais une victoire française, c'est-à-dire un fait, finira par calmer l'adversaire et par réveiller chez lui de l'admiration devant l'adresse dont le succès, pour l'Anglais, demeure une preuve de supériorité.

L'Anglais pousse le *fair-play* jusque dans le domaine de la religion. Il se fait, selon le mot d'une femme que Ferdinand Brunetière, ennemi de tous les individualismes, aimait à citer, *son petit religion à soi*. Madariaga écrit à ce propos une page dont les Anglais on dû goûter l'humour: "Ce sens de l'unité est, comme nous le savons, limité aux frontières de la race. La religion, cette passion la plus universelle de toutes, ne l'est pas en Angleterre. Le peuple d'action a sa propre église. Il veut s'assurer du *fair-play*, même dans l'autre monde. Sur toute la terre, ce peuple érige, témoins de ses passions insulaires, des églises et des cimetières anglais; et c'est ainsi que, insulaire même après le trépas, naviguant dans des bières anglaises, il arrive aux côtes d'une éternité qui n'est qu'un autre *dominion* par delà les mers de la mort."

\* \* \*

Le Français est un "homme de pensée"; il est, d'instinct, un théoricien. Il ne se livre pas à l'action

au point de se confondre avec elle; mais il la domine de son intelligence, comme une chose détachée de lui, qu'il doit prévoir. Il fait des plans. C'est un "joueur d'échecs". Au faite des facultés humaines, il place la raison à laquelle il veut obéir quand il pose un acte. Son action est donc préméditée.

Seul un Français, et c'est André Maurois dans *Sentiments et Coutumes*, peut écrire: "Chacun doit penser à l'avenir au moment où il peut agir sur les événements. L'homme d'action ne peut être fataliste. L'architecte doit penser à l'avenir de la maison qu'il construira; un ouvrier, à s'assurer pour la vieillesse; un député, aux effets du budget qu'il va voter. Mais le choix fait, les mesures prises, il faut s'accorder quelque paix de l'esprit. Là où les éléments de prévision manquent ou dépassent l'esprit humain, prévoyance devient folie. "Les philosophies vastes et superficielles, les énormes synthèses de balivernes parlent toutes de siècles et d'évolutions. Les vraies philosophies s'inquiètent de l'instant." La citation de la fin, qui corrige la pensée initiale, est précisément d'un Anglais, de Chesterton !

Le Français est épris d'ordre, d'abord. Il en met partout, en ce sens qu'il en projette partout. Pour lui, l'action doit produire de l'ordre, car l'ordre est pensée. Aussi excelle-t-il avant et après l'action:

avant, parce qu'il prépare sa volonté dans de savantes combinaisons; après, parce qu'il exerce sur ses actes son merveilleux sens critique. Et pendant? Madariaga répond que le Français, pendant l'action, est, en quelque sorte, désemparé sous le choc de la réalité. Les complications de la nature heurtent ses plans et les détruisent; et son esprit, qui réclame le temps de la réflexion, se sent mal à l'aise devant l'afflux contradictoire de la vie. Alors que l'Anglais va à l'action et se laisse emporter par elle, le Français, plus intellectuel, "se rue vers l'action comme vers une possession" et résiste à la non-rationalité des choses. Il y a du vrai; mais ce jugement me paraît tranché. Retenons-le tout de même, car il peut orienter notre conduite et modifier notre attitude devant les faits dont nous négligeons peut-être l'importance et le poids. Le Français, au lieu de s'abandonner à la "loi des choses", éprouverait de la méfiance à l'égard de la nature parce qu'elle ne répond pas toujours aux élans, pourtant mesurés, de sa raison.

*Tot capita, tot sensus* est un aphorisme décidément latin. N'étant pas entraîné par l'action, le Français reste maître de ses gestes et entend se conduire par l'esprit. Il est donc individualiste, ce qui fait sa valeur et sa faiblesse. Le Français qui analyse le caractère de ses compatriotes ne manque pas

de le dire d'abord, comme s'il enfonçait le premier pilot de la société qu'il érige; ainsi Lucien Romier, dans *l'Homme nouveau*; André Siegfried, dans les *Partis politiques en France*; et Madariaga à côté d'eux, qui écrit: "Le Français, quoique peut-être moins varié et moins individualisé que l'Anglais, est cependant beaucoup plus individualiste dans ses besoins. Son plaisir doit être à lui. Moins intimement lié à la collectivité que l'Anglais, il ne possède pas cette merveilleuse faculté de jouir par procuration qui distingue l'Anglais pur sang. Lorsque le Duc de Devonshire marie sa fille, tous les vrais Anglais se sentent heureux. Lorsque le Duc de Richmond court ses chiens, tous les vrais Anglais sonnent du cor. Mais le Français s'en tient à son poète: "Mon verre n'est pas grand, mais je bois dans mon verre", et, à moins qu'il ne boive lui-même, il ne se lèche pas les lèvres."

L'individualisme nourri de pensée du Français est la source claire et continue de son initiative, de sa "débrouillardise". Le Français invente des tas de choses que le monde finit, on le sait de reste, par exploiter à sa place. Dans les arts de la paix et de la guerre, il déploie son génie créateur avec une facilité qui a fait croire à de l'improvisation. La France sans l'individualisme nè serait plus la France. Et cet individualisme produit autant que l'utilita-

risme anglais; car il ne faudrait pas croire, par manie de symétrie, que l'Anglais seul possède le secret de l'action et que le Français se contente de spéculation et de rêverie. Sans bruit, le Français a tout de même lancé la *Normandie* qui dépasse en puissance et en beauté les autres navires. Même dans les sports, le Français qui veut s'y mettre remporte des victoires qui, selon une boutade célèbre, valent, au regard anglo-saxon, celle de la Marne. Mais il va de soi qu'un tel être tient à son opinion, à son indépendance, même à sa "guenille". Il s'en explique d'ailleurs avec franchise et non sans fougue. Il se plie mal à la contrainte. Il veut une "marge" de liberté qui lui laisse l'illusion d'obéir de son gré aux exigences sociales. De là un civisme moindre, qui existe pourtant, quoi qu'on en dise, puisqu'il prend l'allure suprême de l'héroïsme sitôt le pays attaqué, mais qui se cabre lorsqu'on exige de lui le sacrifice d'une habitude qu'il croit légitime.

Pénétrons dans la Chambre française. Le spectacle est bien différent de celui que nous offrent les Communes britanniques. Je laisse la parole à Madariaga qui évoque avec une complaisance toute espagnole l'attaque vigoureuse des grands jours. Nous verrons, de la sorte, si notre Parlement provincial conserve, dans l'étau de la procédure anglai-

se, quelques-uns des traits qui lui viendraient de ses origines, par delà la Révolution : "Les députés croient à ce qu'ils pensent — en fait, penser est la seule façon de croire en France... En France, le débat est une bataille et les arguments sont chargés. Chaque paire d'yeux regarde en face comme deux canons d'une mitrailleuse lançant à toute vitesse des idées meurtrières à l'ennemi. Arguments, insinuations, accusations, insultes, traversent l'air comme des projectiles. Le Président fait de son mieux pour se maintenir en dehors de la zone de feu, par crainte qu'un projectile n'atteigne sa personne en détruisant d'un coup et sa neutralité et sa dignité. Personne ne sait comment la bataille finira, et lorsque, au petit matin, l'armée battue se retire, les huissiers passent de banc en banc en réveillant les morts et les blessés qui se sont endormis dans les tranchées."

C'est une charge, lourde même de style, et qui n'est pas dans le ton de l'auteur. Il est sûr toutefois que le Français, qui domine d'ordinaire ses passions parce qu'il a "le sens de la verticale intellectuelle", se livre avec beaucoup moins de réserve aux discussions d'idées, surtout lorsque le régime ou des principes essentiels sont en jeu. N'exagérons rien pourtant. La même disposition d'esprit inspirait chez les Grecs et, chose assez bizarre chez les

Iroquois, les harangues qui précédaient les batailles rangées. De l'éloquence et du bruit pour l'électeur, cela se rencontre dans d'autres pays, même dans ceux qui se disent latins, à quoi l'on joint, en France, l'espoir de ce qu'on a justement appelé "la prime au renversement des ministères".

L'étranger s'y trompe. S'il sent gronder dans la presse la menace d'une émeute qui s'annonce par les précautions du gouvernement et les proclamations des mécontents, il quitte Paris ou renonce à s'y rendre. Qui le blâmerait ? N'entend-il pas dire chaque soir, sous le manteau, que l'émeute ou la guerre est pour le lendemain ? La colère des idées passées, l'intelligence désarmée par la parole, la paix se rétablit dans l'enchantement d'un beau geste qui satisfait beaucoup plus l'âme française que la lutte ne l'eût apaisée. Lucien Romier écrivait naguère dans le *Figaro* : "Les Français ayant, selon leur habitude, beaucoup sacrifié à la rhétorique pour se faire peur les uns aux autres, résolurent finalement de fêter le Quatorze juillet dans un calme exemplaire. Ceux de nos visiteurs étrangers qui s'éloignèrent de Paris par crainte de menaces de trouble doivent bien le regretter. Ils ont perdu l'occasion de voir un des plus beaux spectacles militaires que l'on puisse imaginer. Ils ont perdu l'occasion de mieux connaître le caractère de la France présente, qui

n'est pas, certainement, de chercher des aventures, ni intérieures, ni extérieures." Ce paragraphe, qui m'est tombé sous les yeux au hasard de l'actualité, reflète la France intellectuelle et modérée. Seulement, il ne faut pas trop la piquer.

Elle tient admirablement. L'intelligence a compris qu'il fallait un correctif à ses spontanéités. La France a donc décidé de se comprimer sous une règle commune qui fait son unité. Elle s'est soumise à ce qu'elle désire le plus, l'ordre, c'est-à-dire à un plan qu'elle a accepté de réaliser et qui est le déroulement de sa pensée. L'ordre se traduit par le droit et se maintient grâce à des règlements. Le "mécanisme" qui en résulte, par opposition à l'"organisme" anglais, le Français en remet la conduite à l'État, autorité abstraite, et à l'administration, rouage compliqué. Encore l'intervention de l'État par la loi et les règlements est-elle réduite, sauf en temps de crise, à ce qu'il en faut pour que la société fonctionne. Le Français garde sa méfiance innée envers ce qui pourrait atteindre ou gêner l'être libre qu'il sent en lui et qu'il entend protéger. "Tout ce qui dans l'homme ne concerne pas le citoyen ne regarde pas l'État." La vie française se partage en deux domaines : la vie juridique, nécessaire au maintien du groupe, sorte d'étai artificiel ; la vie intérieure qui a tendance à se dérober sous

un farouche isolement. "Tolérance morale" au sein d'un régime d'ordre imposé ; "intolérance politique", résultat des réactions individuelles contre les empiètements de l'autorité.

Il n'est question jusqu'ici que de contrainte, de jugulation subie avec mauvaise humeur. N'y a-t-il donc pas trace, en France, "d'organisation spontanée" ?

Le premier "critère collectif" qui agglomère les volontés, c'est le goût et "sa discipline, la mode", source de la mesure qui caractérise le Français moyen. Il s'établit ainsi une sorte de *self-consciousness*, une surveillance du groupe sur l'individu, qui craint le ridicule. Ici apparait l'hypocrisie, phénomène universel dont les raisons varient selon que les critères qui le déterminent sont différemment appréciés. Un Anglais qui se dérobe à la morale sociale, dit à peu près Madariaga ; un Français qui feint de comprendre ; un Espagnol qui cache sa froideur : tous trois se révèlent sous un jour emprunté.

Une autre cohésion, merveilleuse celle-là, résulte de la vie intellectuelle et des mouvements d'idées. La République des lettres et des arts est un modèle d'épanouissement spontané qui, comme l'autre ré-

publique, mais cette fois dans des cadres naturels, a ses lois et ses règlements, ses exigences et ses décrets. Elle est traversée de courants qui entraînent les esprits, s'accroissent en se chargeant de subtilités et se diluent dans le riche océan des traditions. "L'ensemble, la spontanéité, l'harmonie avec lesquels s'opèrent en France ces mouvements de la vie intellectuelle sont aussi dignes d'admiration que l'ensemble, la spontanéité des mouvements d'action collective en Angleterre." Si l'on ajoute le facteur spirituel, dont Madariaga ne tient pas un compte suffisant, on voit par quoi la France dure, solide et lumineuse.

\* \* \*

Madariaga, dans la seconde partie de son livre, applique à la société et à la famille, aux élites, à la structure politique et à l'évolution historique, au langage et aux arts, à l'amour, au patriotisme, à la religion, les "critères de spontanéité" auxquels je me suis borné. Ils nous ont permis de définir et d'opposer les deux types d'homme que le sort des armes a placés l'un près de l'autre sur la terre canadienne. Utile curiosité. D'autres sociologues, anglais ou français, confirment la psychologie dont Madariaga découvre les racines les plus résistantes. Les journaux de Londres ou de Paris nous inondent

de faits ou d'idées qui viennent s'adapter à la théorie dont nous connaissons les grandes lignes. Nous-mêmes, qui vivons parmi des Anglo-Saxons plus ou moins modifiés, à côté du *cockney* arrivé d'hier, du citoyen plus vieux d'une génération, ou du type libéré en apparence qui s'épanouit aux États-Unis, nous constaterons, par quelques sondages, que les données de Madariaga expliquent, avec une précision qui demande fort peu de retouches, la conduite des hommes. Poursuite vaine si, esquivant l'essentiel, elle n'amenait pas à considérer dans quelles conditions s'établira une collaboration entre deux groupes aussi différents d'attaches et de caractère.

L'Anglais est voué à l'action dans une ambiance expérimentale que la logique, par conséquent, ne complique pas, et à une destinée qui s'accomplit dans le sens de l'unité du groupe, du rendement *racial*, si j'ose employer ce mot qui n'a plus guère de signification. Nous sommes donc en présence d'une volonté dont le devenir a quelque chose de fatal, d'une fatalité humaine, et qui s'adapte à l'ensemble comme une cellule dans le tissu d'un organisme. Nous faisons face à une armée hiérarchisée, commandée par l'instinct, animée par le flottement d'un invisible drapeau aux couleurs d'Albion.

Le type, en passant au Canada, s'est-il altéré ? J'ai déjà dit mes hésitations sur ce point. Il faut

drait plus de recul. Pourtant, il semble bien que les traits de l'Anglo-Saxon persistent ici dans une ressemblance que l'éloignement a plutôt accentuée. Ils expriment, et je ne suis pas sûr que ce ne soit pas avec plus de morgue, la même conviction de supériorité, le même coup de mâchoire impassible. L'esprit, déjà peu présent au centre de l'admirable organisme, se fait plus fermé parce qu'il se resserre sur un moindre groupe et s'oppose à un être qu'il a toujours considéré comme un adversaire, français d'origine et, de surcroît, catholique romain. L'action en devient plus vive dans un champ élargi par des conquêtes et des accumulations de richesses. Les ondes émises de Londres sont peut-être amplifiées ; malgré des interférences qui agacent l'oreille tendue, elles pénètrent la masse des mêmes vibrations ; elles nous entraînent même dans leur subtil passage, nous, Français par le sang, dans le mouvement de respect, presque d'affection, qui marque, par exemple, le vingt-cinquième anniversaire d'un couronnement.

Le Français, épris de pensée, ramène sans cesse à lui l'univers des forces, pour l'ordonner dans le sens de ses idées. Il est richement individualiste. Honnête dans ses opinions, il tient d'autant plus à elles qu'il les juge opportunes. "C'est mon opinion, et je la partage" serait un aphorisme très français.

Il abhorre tous les empiètements de la contrainte et, puisqu'il doit se soumettre à une règle, il nourrit au moins l'illusion de la choisir, de se la donner librement. Il s'isole par tempérament et ne s'adonne à la collaboration que s'il la reconnaît conforme à sa raison. Voici un passage de Madariaga, qu'il ne faut pas prendre à la lettre parce que la situation qu'il décrit trouve ses correctifs dans l'intelligence française, mais qui vaut la peine d'être retenu ne fût-ce qu'un moment, comme une de ces vérités qui sont la féconde amertume d'une méditation : "Le génie d'organisation spontanée est dû à ce que l'Anglais individuel, orienté vers l'action, sacrifie d'un cœur léger au succès de la vie collective (c'est-à-dire à la coopération) toute autre tendance personnelle. Le Français ne peut en faire autant. Intellectuel, il doit à sa pensée une fidélité absolue. Il ne saurait donc la sacrifier à la coopération. Même s'il voulait faire un effort, cela lui serait impossible sans se contredire, car, rappelons-le, le Français règle sa conduite sur ses opinions. Cette opinion que vous lui demandez de sacrifier au succès de la coopération est précisément l'opinion qu'il croit indispensable à ce même succès. On ne saurait donc lui faire un reproche de son honnêteté intellectuelle et morale, ici coïncidentes. Il n'en résulte pas moins que la collectivité française, riche en opinions précisément parce que formée d'intel-

lectuels, n'aboutit que fort difficilement à la coordination des efforts et des volontés vers un but commun, par des méthodes communes."

Les Français seraient donc divisés contre eux-mêmes, s'ils n'avaient pas réalisé, grâce aux ressources de leur esprit créateur, l'unité du territoire, de l'administration, du droit, de la langue, des institutions. S'il leur manque l'unanimité spirituelle, à peu près impossible chez un tel peuple, ils ont du moins provoqué un resplendissant "climat de culture" qui vaut l'atmosphère alourdie où s'enferme la ténacité anglaise.

De ces défauts et de ces qualités, que nous reste-t-il ? La psychologie comparée de l'Anglais et du Français pose d'abord ce troublant problème : à quel point sommes-nous anglicisés ? Je ne dis pas *américanisés*, car c'est tout autre chose.

La langue, à coup sûr, s'appauvrit par l'anglicisme et les tournures d'une syntaxe hybride ; mais la pénétration anglo-saxonne est plus insidieuse et plus profonde : l'engouement irraisonné par exemple, et d'autant plus dangereux, pour la pratique ; le peu de cas que nous faisons de l'intelligence et le mépris où nous affectons de tenir la théorie ; l'absence d'une action fondée sur une doctrine ; l'affaiblisse-

ment, que dis-je, la disparition du goût qui devrait être pour nous une forme d'organisation spontanée ; la régression de nos élans instinctifs sous la *self-consciousness* d'un groupe étranger et qui raidit nos traits jusqu'à les rendre méconnaissables dans une placidité d'emprunt. A moins que ces critères ne soient faux, ce que je souhaite. J'ai cru à la persistance d'un Canada français, au point de l'exalter en tout lieu, et sans prêter l'oreille au doute. J'y crois encore, car les forces collectives y vibrent toujours, et l'on rencontre chez les individus des réactions qui ne trompent pas ; mais j'avoue que la façon de placer la question à laquelle nous conduit la logique de Madariaga découvre des vacillements qui font craindre pour la flamme. Le mal est que nous négligeons, au milieu de l'oubli qui s'intensifie, les conditions indispensables au fonctionnement de notre esprit. Toujours le dédoublement entre une formation livresque et la vie ! Notre devise, *je me souviens*, fait office de manuel ; elle nous anime, certes, et paraît nous entraîner ; mais elle est de plus en plus exsangue et on a l'impression parfois qu'elle n'éclaire plus qu'une inconsciente fidélité. Par quoi se révèle la tragédie de notre histoire, raison d'un perpétuel retour sur nous-mêmes ; car la mort, pour nous, serait dans la contemplation béate d'un passé que nous ne comprendrions même plus.

Les forces en présence sont donc inégales, comme elles le furent toujours, exigeant de notre part un rétablissement d'équilibre qui fut notre salut. Sur le plan nouveau où nous transporte Madariaga, je ne vois qu'une collaboration possible entre les deux groupes ; car ils doivent collaborer si, au-dessus d'eux, on admet un État aux exigences communes, où nous serions, sinon accueillis de plein cœur, chose inespérée, du moins respectés comme des égaux et des bâtisseurs : c'est l'opposition collaborative qui fait le succès du *match* de *football*, manifestation caractéristique de la psychologie anglaise. Construire dans une lutte mesurée par des règles rigides, dans l'agressivité d'un sport où, à la ténacité du muscle anglo-saxon, nous opposerions l'agilité retrouvée de l'esprit français. Nous resterions dès lors sur le terrain de l'adversaire, le seul peut-être où il soit prêt à reconnaître, par la force des faits, la supériorité d'autrui.

Il faut d'abord préparer nos équipes en les pourvoyant de bons joueurs, bons non pas dans le sens anglais puisque ce serait les assimiler, mais dans la plénitude, résolument recherchée, de notre innéité. L'individualisme, source sans cesse ravivée d'invention chez le Français, s'est dénudé chez nous de ses qualités créatrices pour ne garder que sa révolte à l'endroit des contraintes et a dévié dans une sorte

de passivité. La France, préoccupée de liberté, s'est unifiée, ne l'oublions pas, par les lettres et les arts mis au service du groupe. L'intelligence, l'instruction, une classe paysanne solide offerte à la bourgeoisie comme la terre à la moisson, une fortune modeste mais répandue, un goût plus sûr et plus actif, une connaissance beaucoup plus vivifiante de la civilisation où nous prétendons survivre : autant de plaques indicatrices sur le chemin qui part de l'école. Fierté, reffrancisation, réveil, rien ne s'accomplira sans le cœur inspiré par l'esprit, sans l'école éclairant le sol et les êtres des splendeurs de notre culture. L'homme ainsi formé selon sa vitalité, à l'aise désormais dans des mouvements où s'assouplit sa nature, et voilà l'équipe prête car elle a su acquérir une des formes d'organisation propres à son génie.

Il lui reste à s'unir, à former faisceau. C'est notre point névralgique. Nous devons fortifier notre organisme collectif, lui donner une physiologie d'attaque. Nous avons ce que Henri Simon appelle, en parlant de l'unité française, une certaine "solidarité physique et instinctive", pour avoir vécu côte à côte des heures angoissantes et accompli les mêmes gestes de défense ; solidarité qui se ressaisit à l'occasion, mais de façon naïve ou malhabile, parce qu'elle n'obéit plus qu'à la chair ou à l'indé-

racinable sentiment, vieux comme nous-mêmes, qui la porte à s'affermir devant l'envahisseur. Elle se réfugie aussi, assez curieusement, dans les partis politiques : elle y utilise ou y subit tous les moyens de coercition propres à faire triompher la cause, au point que notre société, par un retour inévitable, en est davantage divisée. Le droit nous garde aussi dans le chemin de l'ordre, et c'est une raison de le préserver. Il régit la personne, la famille, la propriété, l'institution, la vie commune dans ce qu'elle a de plus intime. Je me garderai bien d'oublier le climat spirituel où nous baignons et qui est un élément puissant de cohésion. Mais on s'inquiète, dans les revues d'opinion ou dans la chaire de vérité, de savoir s'il est resté assez fort pour que nos volontés s'y régénèrent. Le facteur religieux — *religare*, me disait un jour M. de Molinari, ce libéral impénitent — suffit à nous diriger vers le bien général, s'il pénètre notre âme, si nous ne nous contentons pas de lui réserver une moindre part de nos préoccupations ; affaibli pourtant, réduit à la pratique extérieure, il perd son rayonnement et recule peu à peu devant les envahissements du matérialisme ou, plus simplement, des mœurs et de la mode. D'ailleurs, la personne humaine a besoin, pour remplir sa fin et celle du groupe auquel elle

se rattache, des moyens, si inférieurs soient-ils, que lui offre une société ordonnée dans le sens chrétien.

Malgré l'unanimité que nous mettons encore, Dieu merci ! à reconnaître l'efficacité des liens de l'histoire, de la langue, du droit et de la religion, nous n'avons pas acquis le sens de la solidarité dans la vie nationale ; et c'est une dernière preuve que, ces facteurs, nous ne savons plus les faire jouer parce que nous en apprécions de moins en moins l'universalité, faute de culture et de caractère. Il faut leur revenir, en solliciter de nouveau l'appui, afin de reconstituer l'équipe et de lui confier le travail de ruche que poursuit l'Anglo-Saxon ; et non pas par pur sentiment, force changeante et à fleur de peau, mais par conviction, avec l'espoir d'atteindre, à côté des Anglo-Canadiens, et en définitive, pour le bien de la nation, à une destinée conforme à nos origines.

Je voudrais alors assister au combat entre les deux groupes rivaux. Il sera long, et non sans dureté ; mais imagine-t-on que des joueurs de *football* se ménagent ? Les pèlerinages de bonne entente, le gargarisme de l'union des races, c'est fort bien : comme on a dit des congrès, cela fait toujours gagner quelque chose aux chemins de fer ; en tout cas, cela ne fait de mal à personne, sauf peut-être à nous qui y

jetons volontiers nos illusions d'idéalistes. Ne comptons pas trop sur le *fair-play*; souvenons-nous qu'il ne dépasse pas le groupe anglo-saxon et que, si nous voulons le déclencher, nous devons, puisque l'histoire nous l'enseigne, nous imposer ainsi que s'impose à l'esprit anglais l'irrésistible argument d'un fait. Plus la partie sera prenante, plus elle aura chance de conquérir l'unanimité.

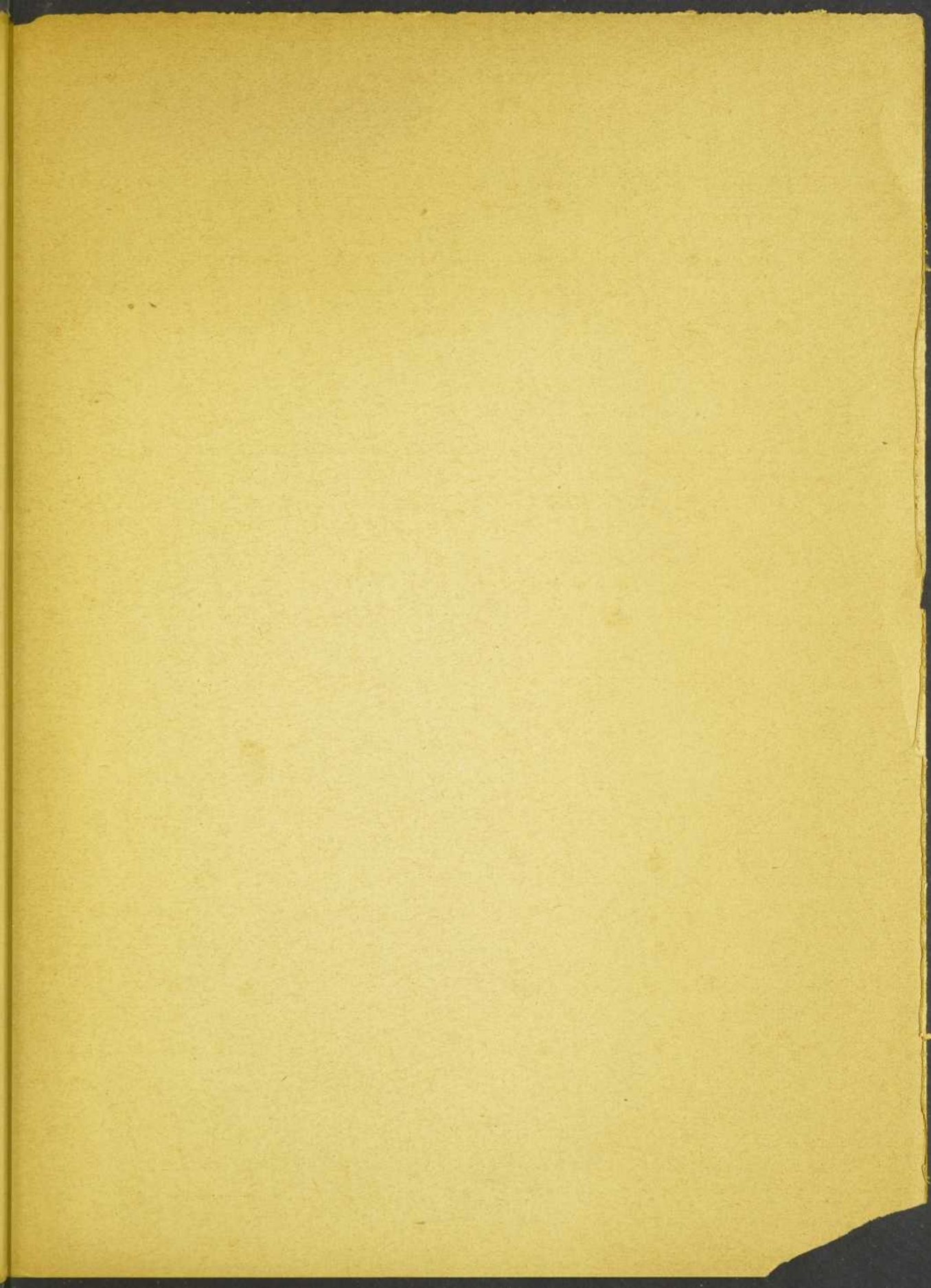
N'est-ce pas ce qui importe, après tout? De la diversité des caractères — celui de l'Anglais sûrement maintenu, le nôtre, adapté — naîtra l'union, faite de l'inestimable rencontre de deux cultures où l'esprit atténuera la sécheresse de l'action.

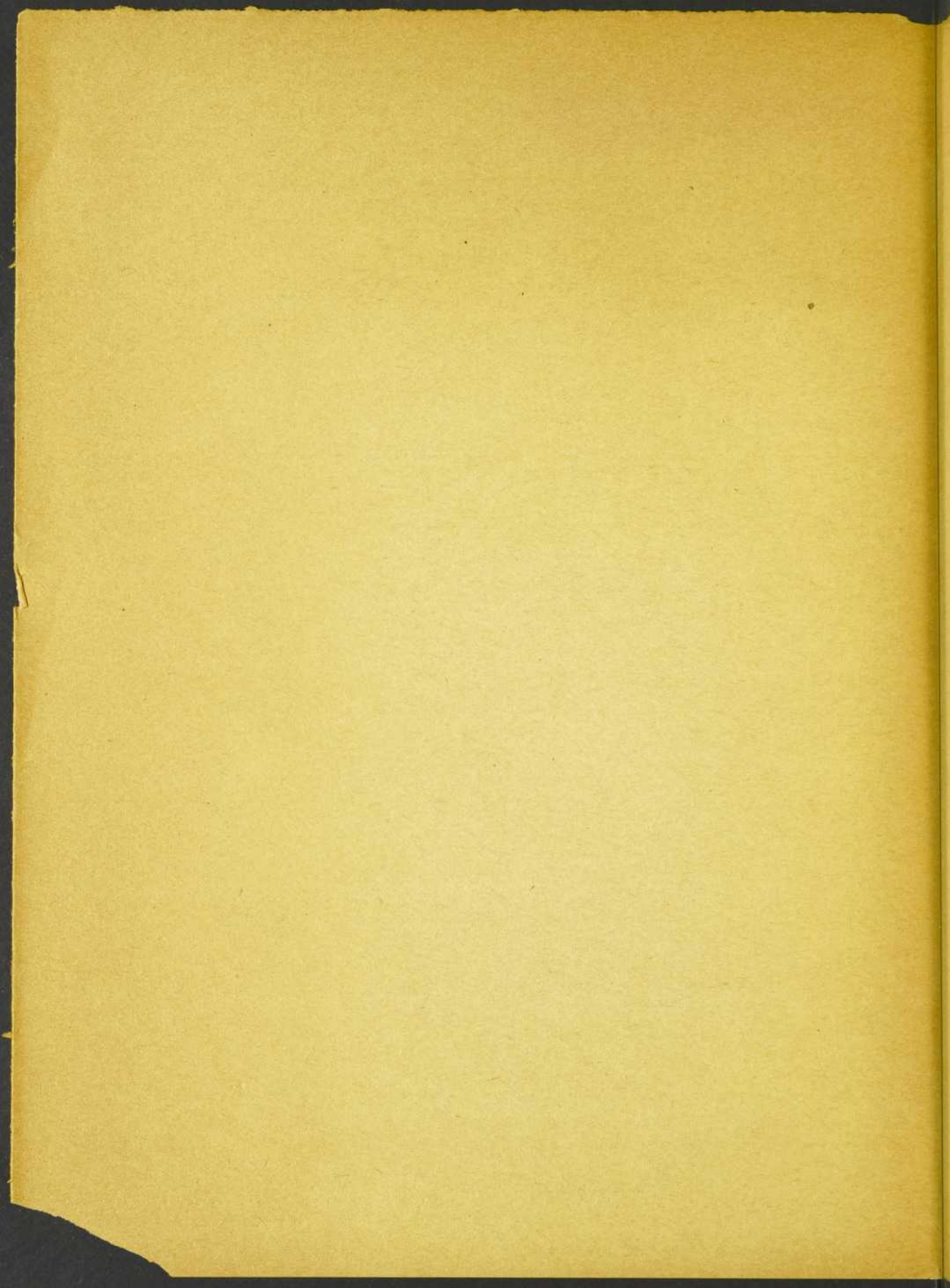
C'est la conclusion de Madariaga, que je serais tenté de remercier de l'accord que son livre propose à nos énergies. Elles seraient dès lors libérées de préjugés, et ramenées à leurs résistances essentielles pour le mutuel enrichissement de l'histoire:

“Comment imposer un caractère national à un autre? Par la conquête? Elle est aussi dangereuse pour le caractère national du vainqueur, qu'inefficace pour assimiler le caractère national du vaincu. Par l'instruction? Il est possible par l'instruction de transformer un poulain sauvage en un excellent cheval de trait ou de selle, mais ni l'instruction ni

l'éducation ne pourront transformer un poulain en un chien de chasse. Alors comment pourrait-on faire cette unification ? La réponse est simple. La variété admirable dont le monde fait preuve est une des manifestations de la richesse spirituelle de la création. Comme don, les hommes doivent au Créateur de le respecter ; comme spectacle, ils se doivent à eux-mêmes d'en jouir avec intelligence."

Puisse le Canada lui donner raison!





---

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

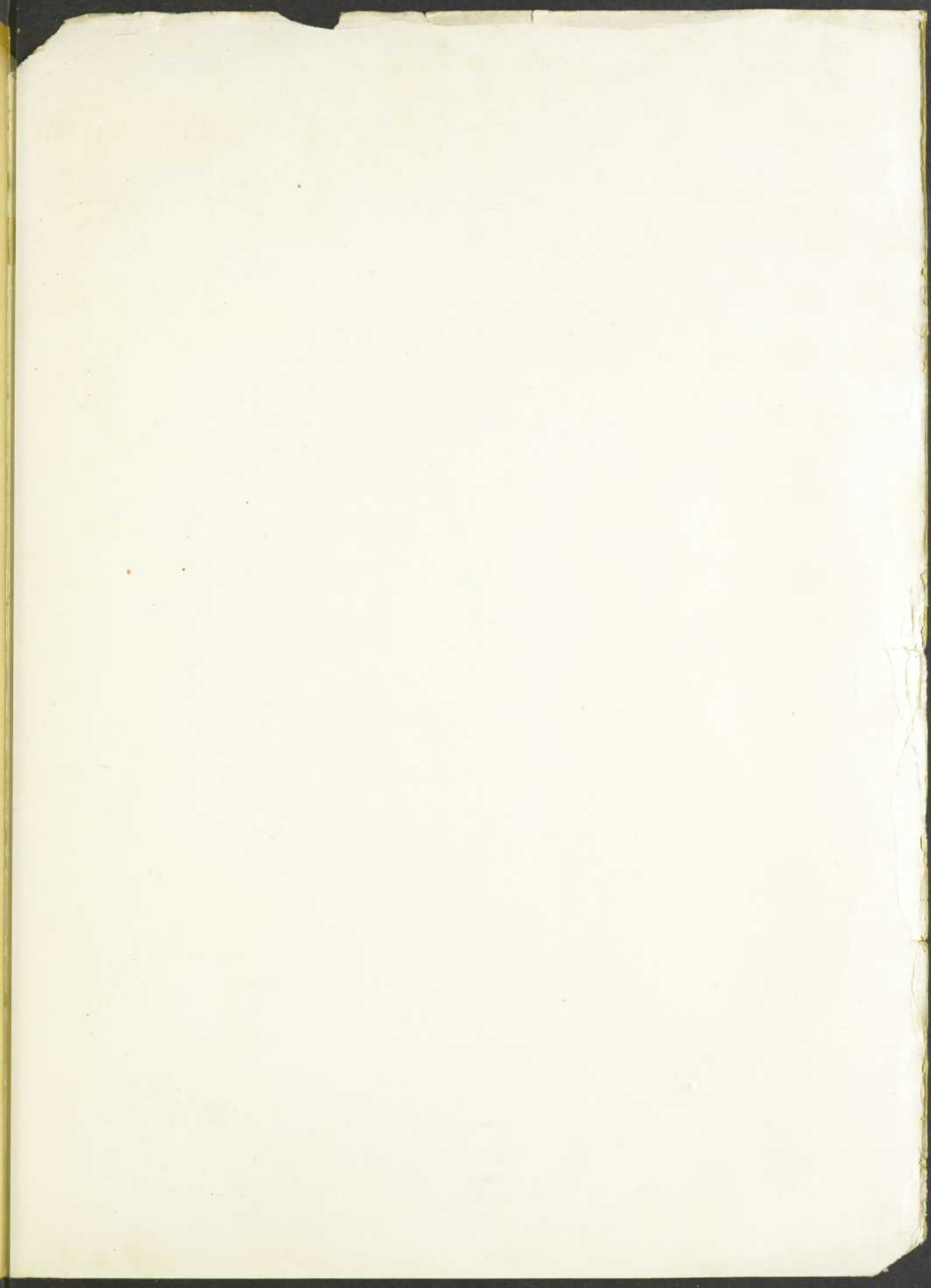
Sommes-nous en pays britannique ? .. . . . . .	11
Les trois unités .. . . . . .	29
I — L'unité politique .. . . . . .	31
II — L'unité économique .. . . . . .	34
III — L'unité nationale .. . . . . .	37
L'apport du Canada français .. . . . . .	47
I — La tribune .. . . . . .	49
II — L'École .. . . . . .	71
III — L'Usine .. . . . . .	89
Anglais-Français .. . . . . .	109

---

Achévé d'imprimer le  
vingt-cinquième jour de juin  
mil neuf cent trente-sept,  
pour les Éditions de l'A. C.F.,  
1206 est, rue Craig,  
Montréal, Canada,  
par



L'Imprimerie Modèle Limitée,  
1206 est, rue Craig,  
Montréal.





Dans la série  
"ALBUMS CANADIENS":

---

- L'épopée canadienne  
*Jean Bruchesi*
- Notre Jacques Cartier (épuisé)  
*Abbé Adéland Desrosiers*
- La vie gracieuse de Catherine Tekakwitha  
*Juliette Lavergne*
- Vie inspirée de Jeanne Mance  
*Pierre Benoit*
- Le Canada par l'image (épuisé)  
*Benoit Brouillette*
- Au pays des bûcherons  
*Adolphe Nantel*
- La Vérendrye  
*Robert Rumilly*
- Calixa Lavallée  
*Eugène Lapierre*
- La renaissance campagnarde  
*Georges Bouchard*
- Les rapaillages  
*Abbé Lionel Groulx*
- Vies des Saints  
*T.-S. Melady*
- La grande aventure de LeMoyne d'Iberville  
*Pierre Daviault*
- D'Azur à trois Lys d'or  
*Édouard Montpetit*

